



SOMMAIRE

Page

Point 28 de l'ordre du jour :

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
 (suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapports du Secrétaire général 1171

Président : M. Rüdiger von WECHMAR
 (République fédérale d'Allemagne).

*En l'absence du Président, M. Katapodis (Grèce),
 vice-président, prend la présidence.*

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

**Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
 (suite) :**

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;**
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;**
- c) Rapports du Secrétaire général**

1. M. KANE (Mauritanie) : Cette année encore, l'Assemblée se voit assigner l'impérieuse obligation d'examiner une question qui, depuis plus d'une génération, hante nos consciences, sape nos efforts, ternit le prestige de l'Organisation et préoccupe tout naturellement la communauté internationale. Cette question, personne ne peut en douter, n'est pas le fait d'un accident ou le fruit d'un conjoncture passagère; elle est malheureusement un système qui tire son inspiration d'un prétendu ordre de valeurs qui avait fait et continue de faire d'une catégorie d'hommes, et essentiellement des Noirs, des sujets à produire, des sujets à exploiter, en d'autres termes des humains réduits à la seule dimension de bêtes de somme.

2. Aujourd'hui encore, l'*apartheid*, puisqu'il faut nommer le mal par son nom, continue à faire des victimes innocentes et à transformer l'homme noir sur la terre de ses ancêtres en une machine à produire des biens de service au profit de la minorité blanche et de certaines multinationales à travers le monde.

3. Notre organisation, longtemps confrontée à ce drame, demeure impuissante parce que paralysée par le jeu obscur des alliances entre le régime de Pretoria et les

puissances coloniales et impérialistes. Les valeurs morales qui ont inspiré les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, lesquels ont inscrit en lettres capitales dans la Charte que tous les êtres humains naissent libres et égaux, ces valeurs se voient donc foulées aux pieds par ceux-là mêmes qui ont librement et solennellement fait le serment de respecter les principes les plus fondamentaux de la Charte et ce, au moment de leur adhésion à l'Organisation des Nations Unies.

4. Le fascisme sud-africain, qui bénéficie de nos jours encore de la complicité de l'impérialisme et du sionisme de Tel-Aviv, continue de défier notre organisation, d'étouffer dans le sang le cri de millions d'êtres humains qui n'ont pour seule faute que d'avoir dit non à la discrimination raciale, non à l'oppression, non à l'exploitation, non à l'occupation de la terre de leurs ancêtres par des colons aux cheveux blonds venus du froid.

5. Si le régime de Pretoria a, au cours des années, cherché à changer de tactique en s'adaptant à la conjoncture internationale, il ne s'est pas modifié et cela peut être aisément vérifié en examinant le fond de sa politique, toujours basée sur le développement séparé que l'on appelle *apartheid*, sur l'oppression et l'exploitation des Noirs sud-africains.

6. En Afrique du Sud aussi, comme ce fut le cas pour tous les régimes de même nature, la religion est appelée au secours d'une philosophie inique et en perte de vitesse partout dans le monde, parce que cette philosophie est condamnée par la morale, la justice et le droit. Objectivement, il n'y a que les régimes qui avaient jadis utilisé la religion pour occuper nos terres, violer notre équilibre social, déformer nos principes moraux et dévaloriser nos valeurs culturelles qui peuvent, au nom d'une solidarité fort compréhensible, apporter leur soutien aux racistes de Pretoria.

7. La pénétration coloniale en Afrique s'est faite d'abord avec la croix. C'est lorsqu'on a conquis nos cœurs avec la croix que les colons ont petit à petit repris nos terres en nous laissant leur croix. Mais, fort heureusement, notre organisation a refusé et refuse toujours de déposer les armes dans la lutte sacrée qu'elle mène contre le colonialisme, le racisme et le sionisme. En effet, en 1979, dans un sursaut salutaire, l'Assemblée générale adoptait la résolution 34/93 C qui décidait d'organiser, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine [OUA], une conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud.

8. Cette décision avait sans aucun doute pour objectif de contourner les difficultés rencontrées à plusieurs reprises au niveau du Conseil de sécurité, où certains Etats, soutenant à bout de bras l'Afrique du Sud, refu-

sent d'aller dans le sens de la volonté de la communauté internationale et des vœux maintes fois exprimés par l'Organisation.

9. Une autre décision, non moins importante, de l'Assemblée est de rendre vacant le siège occupé par le régime fasciste de Pretoria, au sein de l'Assemblée générale, en attendant que les représentants authentiques du peuple sud-africain puissent occuper ce siège, ce que nous souhaitons pour un très proche avenir.

10. Le Gouvernement et le peuple mauritaniens font donc leurs toutes les recommandations contenues dans les rapports du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/35/22 et Add.1 à 3]. Ce comité, comme vous le savez, a été mandaté par l'Assemblée générale pour poursuivre l'action déclenchée en 1979.

11. Je disais, il y a quelques instants, que l'*apartheid* a fait et continue de faire des victimes. En 1978, le camarade Steve Biko, leader du mouvement de la conscience noire, a été froidement assassiné dans les prisons sud-africaines. En Afrique du Sud aussi, le colonialisme pense qu'en liquidant un homme on liquide la cause que cet homme défend. Mais, même dans sa mort, Steve Biko continue d'inspirer la jeunesse montante en Afrique du Sud et à guider les travaux de l'Assemblée générale. Le camarade Nelson Mandela, quant à lui, continue toujours d'être détenu dans les geôles du régime de Pretoria.

12. Il est nécessaire, il est urgent, que l'Assemblée lance un appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il respecte les droits de l'homme les plus élémentaires et libère immédiatement le camarade Nelson Mandela, dont la lutte s'inscrit dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Les massacres de Sharpeville, que les racistes sud-africains avaient perpétrés pour mettre un terme à la lutte de libération du peuple sud-africain, n'ont pas empêché les soulèvements de Soweto, réprimés, eux-aussi, dans le sang.

13. Aujourd'hui, comme hier, le régime de Pretoria ne semble pas avoir tiré la leçon de l'histoire. Il ne semble pas avoir compris que le peuple sud-africain est lui aussi un peuple et que les Noirs sont des êtres humains. Il ne semble surtout pas avoir compris que la soif d'indépendance, de liberté et de dignité n'est pas l'aspiration d'une catégorie d'hommes seulement, mais celle de tous les hommes et de tout homme. L'exemple des autres régimes racistes dans le monde et la situation pleine d'enseignements au Zimbabwe auraient pu inspirer les tenants de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Malheureusement, la philosophie raciste de Pretoria, dont l'objectif évident est de perpétuer l'exploitation et la domination, ne peut objectivement renoncer à ce qui constitue sa raison d'être.

14. Comme au Zimbabwe, les racistes en Afrique du Sud seront donc, tôt ou tard, obligés de se rendre à l'évidence et de concéder au peuple sud-africain son droit le plus sacré, c'est-à-dire le droit à la vie, à l'indépendance et à la dignité. Si les alliances avec l'impérialisme et les accords avec les racistes de Tel-Aviv ont retardé le processus de lutte déclenché par le peuple sud-africain, appuyé par l'OUA, par le mouvement des non-alignés et par l'Organisation des Nations Unies, ils ne peuvent

arrêter la roue de l'histoire qui finira par écraser le régime de Pretoria et le jeter dans la poubelle de l'histoire.

15. A l'heure où l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale s'apprêtent à adopter des mesures efficaces contre le régime de Pretoria, par l'organisation d'une conférence internationale sur des sanctions contre le régime d'*apartheid*, des voix discordantes s'élèvent dans certaines parties de notre monde pour parler, une fois encore, de la relance du dialogue avec les racistes sud-africains. A cet égard, je veux déclarer au nom du Gouvernement mauritanien qu'il ne saurait y avoir de dialogue avec Pretoria tant que le peuple sud-africain, qui vit encore sous l'oppression, n'aura pas la possibilité de jouir des libertés les plus fondamentales reconnues à tout peuple en lutte pour sa libération. Le régime de Pretoria devra donc, et c'est là une condition *sine qua non*, renoncer à sa politique d'*apartheid* et permettre au peuple sud-africain de choisir librement ses représentants et le système politico-social qui lui convient le mieux. Le régime d'*apartheid* devra aussi cesser toutes ses attaques contre les pays de la région et faire cesser toute menace contre la sécurité intérieure et extérieure de ces pays. C'est à ce prix seulement qu'un dialogue pourra s'instaurer entre le peuple sud-africain et l'administration de Pretoria, dialogue qui se fera tout naturellement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Toute autre approche sera inévitablement vouée à l'échec, car le régime sud-africain ne peut continuer à tromper l'opinion internationale en utilisant les bons offices de telle ou telle personnalité, en fonction de conjonctures bien précises. En tout cas, la politique de l'autruche adoptée par le régime de Pretoria ne servira à rien et ce n'est ni la coopération avec les racistes de Tel-Aviv ni le soutien inconditionnel de l'impérialisme, qui malheureusement renforce de plus en plus sa position ces derniers temps, qui le sauveront de la débâcle.

16. Je voudrais en terminant adresser mes félicitations à l'ambassadeur Clark, du Nigéria, et à tous les membres du Comité spécial contre l'*apartheid* pour le travail positif qu'ils ont accompli ces dernières années.

17. M. ANDERSON (Australie) [interprétation de l'anglais] : Parmi les résolutions les plus importantes adoptées par l'Assemblée générale figure la Déclaration sur l'Afrique du Sud, qui fait partie de la résolution 34/93. En donnant son appui à cette résolution, l'Australie a précisé qu'elle agissait de la sorte parce qu'elle entendait respecter son engagement envers la cause de la diminution de la tension internationale et parce qu'elle est vivement préoccupée par les violations flagrantes qu'inflige l'*apartheid* au peuple sud-africain¹.

18. Pendant la période qui s'est écoulée depuis l'adoption de cette résolution, des promesses nuancées ont été faites par les dirigeants sud-africains qui envisageraient de procéder à des réformes, comme l'a déclaré cette année le Ministre australien des affaires étrangères dans son intervention au cours du débat général [10^e séance]. M. Peacock a dit également qu'à moins que des mesures

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Séances plénières, 100^e séance, par. 338.

de fond ne soient prises sous peu pour faire disparaître le système répressif d'*apartheid* il sera de plus en plus difficile d'aplanir les divisions profondes qui marquent la société sud-africaine.

19. Voilà pourquoi nous regrettons vivement que l'Assemblée générale soit, une fois de plus, obligée d'examiner la question de la politique raciste du Gouvernement sud-africain. Nous avons espéré que ce gouvernement prendrait conscience de la force, de la logique et des principes humanitaires qui sous-tendent les sentiments de la communauté internationale en général.

20. A l'instar de ceux qui m'ont précédé dans ce débat, je saisis l'occasion qui s'offre à moi pour réaffirmer que l'Australie s'est toujours fermement opposée au système d'*apartheid* et à toutes ses manifestations blessantes, et qu'elle continuera de s'y opposer. L'*apartheid* est une politique cruelle et inhumaine, reconnue à juste titre comme étant un crime contre la conscience et la dignité de l'humanité. Comme nous l'avons déjà dit à l'Assemblée, cette politique déforme tous les aspects de la société sud-africaine et inflige des souffrances et des privations à la grande majorité de la population.

21. L'Australie ne s'est pas dérobée à ses responsabilités et a pris des mesures pratiques visant à encourager et à hâter l'élimination de l'*apartheid*. Le Premier Ministre australien a joué un rôle de premier plan dans le processus qui a abouti à l'adoption du document connu maintenant sous le titre de Déclaration des pays du Commonwealth sur le racisme et les préjugés raciaux², qui a été adopté lors de la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à Lusaka, en août 1979.

22. L'Australie est un membre dynamique du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et appuie les efforts que ce dernier déploie pour mettre fin aux injustices perpétrées en Namibie. Comme le Ministre des affaires étrangères de mon pays l'a déclaré dans son message du 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Australie continuera de mobiliser « ses efforts en vue de l'élimination de la politique cruelle et absurde d'*apartheid* »³.

23. Avec les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies, nous n'avons cessé d'examiner minutieusement les déclarations faites et les mesures prises par le Gouvernement sud-africain dans l'espoir qu'il entreprendrait des efforts véritables pour amorcer des changements fondamentaux dans sa politique raciste. Nous nous félicitons donc de la déclaration faite par un ministre sud-africain au cours d'une visite qu'il a rendue récemment à l'étranger, dans laquelle il disait : « Nous ne serons pas satisfaits tant que la discrimination raciale n'aura pas disparu de nos statuts et de la vie quotidienne en Afrique du Sud. C'est là une conviction qui est partagée par mon gouvernement. »

24. Nous regrettons vivement que le Gouvernement sud-africain n'agisse pas conformément à cette promesse. Par exemple, les trois projets de loi publiés dans le journal officiel du pays au début de ce mois ne prévoient que des améliorations marginales pour certains

Noirs vivant dans les villes, tout en alourdissant le fardeau de la discrimination pour la majorité et en prévoyant des peines plus sévères pour les délinquants qui attentent aux lois de l'*apartheid*. Les nouveaux papiers d'identité prévus aux termes de la loi tournent en dérision les promesses faites par le ministre autorisé en la matière et selon lesquelles les laissez-passer, qui sont une injure à ceux qui doivent en être munis, allaient être abolis.

25. Nous avons constaté que le Gouvernement sud-africain avait pris des initiatives semblables dans d'autres domaines au cours de cette année. Des plans ont été annoncés en vue d'élaborer un nouveau système constitutionnel qui octroierait aux communautés métisses et indiennes la possibilité de prendre part aux décisions politiques. Ces propositions, qui excluent la majorité noire, ont été, avec raison, rejetées par la majorité écrasante des dirigeants métis et indiens qui les considéraient comme un vulgaire replâtrage.

26. Comme le Ministre des affaires étrangères du Botswana l'a dit au cours du débat général :

« Le désir des Blancs d'Afrique du Sud de maintenir leur identité raciale et leur culture n'est pas mis en cause, sauf si cette identification tend à justifier qu'on définisse les droits et le statut d'un individu en fonction de sa naissance, qu'on détermine sa valeur par sa couleur ou par sa race et qu'on décide de son lieu de travail et de résidence. » [17^e séance, par. 42.]

27. L'Australie partage cet avis démocratique et juste. En fait, l'Australie s'est engagée à défendre la cause de la véritable démocratie fondée sur l'égalité et les normes internationalement reconnues des droits de l'homme. On peut facilement se rendre compte que l'Afrique du Sud, qui prétend être une démocratie libérale défendant les valeurs démocratiques et religieuses, est discréditée par sa politique et, en particulier, par la façon dont elle traite les adversaires politiques de l'*apartheid* et la grande majorité de ses citoyens, noirs et blancs.

28. Le Gouvernement sud-africain doit admettre que des changements fondamentaux dans sa politique de relations raciales sont inévitables et, surtout, que ces changements doivent intervenir rapidement si l'on veut qu'ils aient lieu de manière pacifique. Nous avons vu s'accroître, au cours de l'année écoulée, la résistance que le peuple d'Afrique du Sud manifeste contre la politique d'*apartheid* pratiquée par son gouvernement. Partout dans le pays, les étudiants noirs ont protesté contre leur système d'enseignement qui est inférieur et discriminatoire. Les troubles se sont accrus dans les régions industrielles où les travailleurs noirs demandent des salaires et des conditions de travail plus justes. Des communautés noires se sont opposées avec acharnement à leur déplacement forcé en vertu du *Group Areas Act*.

29. Par voie de conséquence, le Gouvernement sud-africain, s'efforçant par là de soutenir son odieuse politique raciste, a eu de plus en plus recours à des mesures répressives et brutales. La poursuite de la répression ne peut qu'entraîner une violence accrue et certainement, en fin de compte, une catastrophe, ce qu'il faut chercher à éviter à tout prix. A mon avis, le Gouvernement sud-africain doit faire un choix, mais il est clair que les

² Document A/34/439-S/13515, annexe.

³ Voir document A/AC.115/L.522.

Nations Unies ne peuvent attendre indéfiniment. Le temps presse pour le Gouvernement sud-africain et des mesures positives sont exigées de toute urgence.

30. Je voudrais terminer en me référant brièvement aux projets de résolution qui sont en cours de rédaction sur cette question. Il ne fait aucun doute que le Gouvernement sud-africain doit être condamné par toutes les nations du monde pour son refus constant de faire un effort véritable en vue de démanteler le système d'*apartheid*. En fait, le Gouvernement sud-africain a montré qu'il n'était nullement touché par les résolutions qui ont été adoptées et qui, souvent pour de simples raisons idéologiques, sont incapables de refléter de façon efficace la volonté unie de la communauté internationale. Ma délégation lance un appel à ceux qui rédigent les projets de résolution afin qu'ils reconnaissent l'importance que revêt l'unanimité à cette étape critique du débat international et qu'ils s'attachent à rendre la juste expression de cet esprit d'unanimité dans les textes mêmes.

31. M. ABDULAH (Trinité-et-Tobago) [*interprétation de l'anglais*] : En 1960, le système raciste et tyrannique de gouvernement en Afrique du Sud devint brusquement le point de mire du monde en raison du massacre de Sharpeville, maintenant célèbre, lorsque la police sud-africaine a ouvert le feu sur un groupe d'Africains qui protestaient pacifiquement contre l'injustice et l'oppression qui sont leur lot quotidien. La communauté internationale, légitimement alarmée, a été unanime dans sa condamnation de cet acte barbare, ce qui a amené le Conseil de sécurité à adopter la résolution 134 (1960), dans laquelle il demandait que soit mis fin au système d'*apartheid* et à la répression en Afrique du Sud.

32. Le fait que le Conseil de sécurité a dû, 20 ans plus tard, le 13 juin 1980, à la suite de manifestations analogues et de représailles tout aussi barbares, adopter la résolution 473 (1980), où il condamne à nouveau la répression massive à laquelle se livre le régime raciste et demande le démantèlement immédiat du système d'*apartheid*, est une manifestation du mépris absolu de l'Afrique du Sud pour les décisions de l'Organisation.

33. Au cours des années qui se sont écoulées depuis Sharpeville, au mépris de toutes les résolutions adoptées et de toutes les décisions prises par l'Organisation, l'Afrique du Sud a introduit des mesures visant à consolider sa politique d'*apartheid*. Le régime raciste de Pretoria a renforcé son système de bantoustanisation, promulgué des lois répressives conçues pour étouffer l'opposition des Noirs à son exécrable politique d'*apartheid* et empêcher que toute opposition de ce genre soit portée à la connaissance du public; dans son obsession démentielle quant à la suprématie raciste blanche, il est même allé jusqu'à lancer des agressions ouvertes contre des Etats voisins. Ces actes et cette attitude de la part du régime d'Afrique du Sud ont créé et aggravé, dans l'ensemble de l'Afrique australe, un état de tension qui risque d'avoir des conséquences désastreuses pour la paix et la sécurité de la région et, en fait, du monde entier. Le fait que de nouveau cette année, ce régime, par des actes qui rappellent Soweto, a pris pour cible de

ses actions barbares d'innocents écoliers, montre bien jusqu'à quel niveau méprisable il est prêt à s'abaisser pour renforcer et perpétuer sa domination et son exploitation racistes de la grande majorité de la population.

34. Alors que nous, membres de l'Assemblée, sommes une fois encore réunis pour un nouveau débat sur la situation en Afrique du Sud, nous pouvons bien nous demander pourquoi, malgré la condamnation générale de la communauté internationale, on tolère que l'Afrique du Sud s'obstine à poursuivre sa politique inadmissible. La réponse se trouve chez chaque membre de la communauté internationale. Elle se trouve chez ceux d'entre nous qui, au mépris des nombreuses résolutions des Nations Unies, continuent de collaborer étroitement avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire et nucléaire. Cette réponse se trouve chez ceux d'entre nous qui disent avoir l'*apartheid* en horreur, mais s'entêtent à mettre en échec les tentatives faites pour contraindre l'Afrique du Sud à respecter nos décisions collectives en décrétant contre elle des sanctions économiques obligatoires. La réponse se trouve chez ceux d'entre nous qui prétendent appuyer les idéaux de la Charte mais qui, en fait, font passer les bénéfices avant les principes. La simple adoption de résolutions ne suffira pas. Pour être efficaces, les résolutions doivent être suivies de mesures concertées et concrètes de notre part à tous.

35. Pour essayer de détourner l'attention de son système d'*apartheid* bien ancré, le régime de Pretoria a, depuis peu, réagi à la pression internationale dirigée contre sa politique en tentant d'apporter un semblant de changements à sa politique raciale. Nul ne doit se laisser prendre à ces changements, car ils ne modifient pas la philosophie du racisme sur laquelle se fonde l'*apartheid*, qui a été déclaré crime contre la conscience et la dignité de l'homme.

36. L'*apartheid* est un système criminel que l'on ne peut réformer; il doit être éliminé, et le sera. Pour cette raison, ma délégation appuie l'opinion selon laquelle l'isolement total du régime de Pretoria est la seule voie pacifique qui reste à la communauté internationale si elle veut réussir à éliminer l'*apartheid*. A ce propos, la Trinité-et-Tobago réitère la demande faite au Conseil de sécurité de prendre sans plus attendre les mesures voulues, au titre du Chapitre VII de la Charte, pour assurer la mise en œuvre efficace de sanctions générales et obligatoires contre le régime de Pretoria, y compris un embargo sur le pétrole. Un élément essentiel de cet embargo serait la mise en place d'un dispositif permettant de contrôler tous les envois de pétrole à destination de l'Afrique du Sud.

37. L'*apartheid* n'est pas seulement un crime contre l'humanité; il constitue un danger permanent pour l'Afrique et pour le monde entier. La militarisation et la nucléarisation croissantes de l'Afrique du Sud en donnent la preuve et suscitent une profonde préoccupation. Ce n'est plus un secret pour personne que l'Afrique du Sud a maintenant la capacité de fabriquer des armes nucléaires. Des preuves plus que suffisantes ont été fournies à l'appui de cette affirmation. Par conséquent, nous appuyons pleinement aussi la recommandation du Comité spécial contre l'*apartheid* selon laquelle il faut

draît envisager d'urgence le renforcement du mécanisme de surveillance de l'embargo sur les armes [A/35/22, par. 325], ainsi que celle selon laquelle les gouvernements, les sociétés, les institutions ou les particuliers devraient cesser totalement toute collaboration avec ce régime dans les domaines militaire et nucléaire [ibid., par. 338].

38. Au cours des quelques dernières années, l'Afrique du Sud a apporté des modifications à sa politique d'*apartheid* dans le domaine des sports, espérant être à nouveau acceptée dans le monde sportif international. En fait, en étudiant le rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports [A/35/36], on constate que certaines organisations sportives tentent de faire accepter des athlètes sud-africains comme membres d'organisations sportives internationales qui leur étaient autrefois fermées. Ma délégation s'oppose fermement à toute action de ce genre. A notre avis, un isolement effectif de l'Afrique du Sud doit englober toutes les zones de contact, et le rétablissement de liens sportifs avec le régime ne fera que différer l'élimination de l'*apartheid* dans les sports. Ma délégation tient, à ce stade, à féliciter les membres du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports pour le dévouement avec lequel ils s'acquittent de la tâche qui leur a été confiée.

39. Les vents du changement ont déjà balayé l'Afrique australe et ne présagent rien de bon pour le régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud. Les autorités sud-africaines, en refusant d'admettre ce fait, dessinent le tracé de leur propre course suicidaire avec le destin. L'accession du Zimbabwe à l'indépendance après une lutte longue, violente et pourtant héroïque se dresse comme le phare de l'espoir pour la majorité opprimée d'Afrique du Sud. Elle devrait également montrer au régime de Pretoria qu'un changement par l'élimination totale du système d'*apartheid* est inévitable. La lutte victorieuse du peuple du Zimbabwe a prouvé que l'on ne peut pas plier l'esprit indomptable de l'homme, que l'on ne peut pas faire échouer l'aspiration naturelle d'un peuple asservi à contrôler son propre destin. Nelson Mandela s'est exprimé en ces termes :

« La population africaine d'Afrique du Sud, malgré une persécution acharnée et d'indicibles souffrances, avec un courage toujours plus grand, ne se laissera pas détourner un seul instant de sa mission historique, qui est de libérer son pays et de parvenir à la liberté, à une paix durable et au bonheur. »

40. Des pressions internationales ne peuvent qu'accélérer l'émancipation inévitable des 21 millions d'Africains en Afrique du Sud qui attendent si impatiemment leur liberté.

41. A cet égard, ma délégation tient à réaffirmer son appui sincère et constant aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération nationale au moment où ils unissent leurs forces en cette étape critique et décisive de la lutte qu'ils mènent pour leur émancipation. Ce faisant, nous nous joignons aux nombreuses demandes qui ont été faites en vue de la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela et tous les autres dirigeants noirs. Ces

dirigeants sont à l'avant-garde de la lutte et ils doivent venir occuper la place qui leur revient de droit dans toutes les discussions portant sur l'avenir de l'Afrique du Sud.

42. M. A. ALI (Pakistan) [interprétation de l'anglais] : L'abominable système d'*apartheid*, qui est fondé sur la doctrine de la discrimination raciale, fait depuis longtemps l'objet de la préoccupation et de la condamnation internationales. Le régime raciste d'Afrique du Sud a imposé ce système à des millions d'autochtones et les a privés de leurs droits de l'homme les plus élémentaires. La discrimination raciale, l'exploitation et la persécution systématiques dont souffre le peuple sud-africain sont la triste manifestation de la politique d'*apartheid* pratiquée par le régime raciste minoritaire de Pretoria au mépris éhonté de toutes les normes de justice et d'égalité humaine.

43. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies a déployé des efforts constants pour essayer de mettre fin à la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud. L'Assemblée générale a condamné à maintes reprises cette politique en tant que crime contre l'humanité. Chaque année, en cette assemblée et dans d'autres instances internationales, la communauté mondiale a exprimé la haine, la colère et l'angoisse que lui inspire ce système cruel. Ces déclarations ont reflété la prise de conscience par la communauté mondiale de la nécessité absolue de combattre le racisme et la discrimination raciale — violation la plus abominable de la dignité et de l'égalité de l'homme.

44. Bien que le régime raciste sud-africain ait commencé à comprendre à contre-cœur que la lutte collective pour la réalisation des droits de l'homme a pris un élan irrésistible, il ne s'est pas montré disposé à répondre aux appels unanimes de la communauté internationale et a continué à se livrer avec opiniâtreté à des actes impitoyables et brutaux de répression contre la population autochtone. Il est déplorable, en vérité, que le régime raciste continue de priver les peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie de leurs droits fondamentaux, de les soumettre à des persécutions constantes, à des arrestations aveugles, à d'interminables procès politiques et à des emprisonnements arbitraires. La conscience mondiale est encore troublée par le souvenir horrible de Sharpeville et de Soweto et par le martyr d'innombrables personnes qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la cause de la liberté.

45. Le maintien du système d'*apartheid* en Afrique du Sud pose un grave défi à la volonté de la communauté internationale. Le fait que cette question figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis des décennies devrait nous convaincre de la nécessité pour la communauté internationale de relever ce défi et d'intensifier sa lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Bien que ces questions fassent depuis longtemps l'objet de la préoccupation internationale, aucun résultat n'a encore été obtenu.

46. Nous estimons que l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité primordiale d'appuyer et de défendre les forces de la liberté qui luttent contre la tyrannie du racisme. Les principes et les objectifs de la

Charte des Nations Unies offrent un cadre détaillé pour l'adoption de mesures efficaces en vue d'assurer la règle du droit et la dignité humaine. Les Membres de l'ONU ont le devoir d'assurer la réalisation de ces objectifs, comme la Charte les y a d'ailleurs engagés. La Déclaration universelle des droits de l'homme et les divers pactes et conventions relatifs aux droits de l'homme adoptés par les Nations Unies sont le reflet de cet engagement.

47. Malheureusement, les efforts de la communauté internationale, cependant, n'ont pas été assez fermes jusqu'ici pour contraindre le régime de Pretoria à abandonner sa politique d'*apartheid*, qui constitue un défi aux idéaux politiques que notre organisation prétend symboliser et chérir et sur lesquels se fonde son prestige international.

48. Ma délégation estime que le temps de la rhétorique n'a que trop duré. Il incombe maintenant à la communauté internationale d'agir fermement à l'encontre du régime de Pretoria, qui non seulement bafoue les nobles idéaux du respect des droits de l'homme et de l'autodétermination, mais constitue également une menace à la paix et à la sécurité mondiales du fait de sa politique continue de répression et de terrorisme à l'égard des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie et de ses actes d'agression répétés contre les Etats africains voisins.

49. L'Afrique du Sud est aujourd'hui le bastion du racisme et du colonialisme. Par ses violations continues des préceptes fondamentaux de la morale et du droit internationaux, elle a prouvé qu'elle ne pouvait entendre la voix de la raison et qu'elle défiait directement l'opinion publique mondiale. En fait, il s'agit du seul pays au monde qui ait une idéologie raciste.

50. Nous croyons que la paix en Afrique australe continuera de nous échapper tant que le fléau de l'*apartheid* n'aura pas été éliminé et que les peuples de cette partie du monde ne pourront vivre dans l'égalité et la dignité. Seuls les efforts collectifs et résolus de la communauté internationale permettront de réaliser cette tâche. Il est particulièrement inquiétant de constater que le racisme se maintient en grande partie grâce à l'appui et au soutien de ceux qui tirent profit du système de pillage et d'exploitation qui règne en Afrique du Sud et en Namibie. Malheureusement, l'Afrique du Sud a réussi à entraver la croisade contre le colonialisme et le racisme grâce au soutien et à l'encouragement actifs des puissances et des intérêts étrangers.

51. L'ampleur alarmante du rôle que joue l'étranger dans l'économie de l'Afrique du Sud et dans l'accroissement militaire de ce pays est reflétée dans une série de rapports préparés par le Centre contre l'*apartheid* et dans les rapports du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/35/22 et Add.1 à 3]. Ma délégation partage l'inquiétude profonde exprimée dans ces rapports du fait que certains Etats n'ont pas respecté les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité tendant à éliminer le système d'*apartheid*. En dépit de l'embargo obligatoire sur les armes imposé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977) du 4 novembre 1977, les sociétés transnationales ont continué de jouer un rôle important dans la consolidation du

régime oppressif de Pretoria en lui accordant la technique et le financement nécessaires à son programme militaire.

52. Les rapports du Comité spécial comprennent des renseignements détaillés sur la façon dont certains pays ont maintenu, voire accru, leurs relations politiques, militaires, économiques et autres avec l'Afrique du Sud et ont ainsi contribué à la survie de la politique pernicieuse d'*apartheid*. Les premier et deuxième rapports spéciaux du Comité spécial font également état de la collaboration croissante entre Israël et le régime d'*apartheid*. Cette question préoccupe grandement la communauté internationale et exige que des mesures très fermes soient adoptées pour mettre fin à cette alliance impie entre le sionisme et l'*apartheid*.

53. La menace que fait peser la militarisation croissante de l'Afrique du Sud sur la paix et la sécurité internationales est adéquatement soulignée dans les conclusions du rapport spécial du Comité spécial, où il est déclaré que :

« L'intransigeance du régime d'*apartheid* a créé en Afrique du Sud une situation explosive dont les ramifications se font sentir partout dans le monde. »
[A/35/22/Add.1, par. 257.]

Si une telle explosion survient, elle peut facilement mettre en danger la paix mondiale.

54. Nous reconnaissons le bien-fondé des recommandations du Comité spécial faites aux forces qui s'opposent à l'*apartheid* pour qu'elles redoublent de vigilance et d'efforts pour renforcer les mesures juridiques tendant à mettre un terme à la collaboration avec l'Afrique du Sud. A ce sujet, nous devons reconnaître que les principes de liberté et d'égalité qui revêtent une importance vitale pour le monde obligent tous les Etats à œuvrer de concert pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale. La communauté internationale doit appuyer la lutte menée par les peuples opprimés de l'Afrique du Sud et de la Namibie contre la tyrannie raciste. Pour ce faire, il est nécessaire d'appliquer strictement les mesures contraignantes d'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, qui ont été adoptées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977). Ma délégation estime en outre que le temps est venu pour le Conseil de sécurité d'envisager l'application des mesures nécessaires, au titre du Chapitre VII de la Charte, pour obliger le régime de Pretoria à abandonner sa politique raciste d'exploitation et d'oppression.

55. En même temps, il est nécessaire que la communauté internationale étende son appui moral et matériel aux mouvements de libération qui luttent contre le colonialisme raciste. Il est de notre obligation collective de les aider à lutter pour libérer leurs peuples et leurs territoires. Les Etats de première ligne, qui ont constamment participé à la lutte contre l'*apartheid* et qui ont encouru des pertes matérielles et humaines au long des années, doivent également faire l'objet d'une manifestation concrète de notre solidarité.

56. Cette année, la situation a évolué radicalement grâce à l'accession à l'indépendance du Zimbabwe. L'Afrique, le tiers monde et tous les pays épris de liberté

se sont réjouis de la grande victoire remportée au nom de la dignité humaine et de l'égalité raciale. Il ne fait aucun doute que l'héroïque lutte du peuple du Zimbabwe et la victoire qui en a découlé continueront d'inspirer les autres mouvements de libération nationale, notamment le mouvement de libération du peuple namibien qui lutte héroïquement sous la direction de la South West Africa People's Organization [SWAPO].

57. Ma délégation exprime sa profonde reconnaissance au Comité spécial contre l'*apartheid* qui, sous la présidence avisée de M. Clark, a largement contribué à la lutte internationale menée contre le racisme. Nous avons lu attentivement le rapport annuel du Comité spécial et les rapports spéciaux, et appuyons sans réserve les conclusions et recommandations qui y sont contenues.

58. Nous nous louons des efforts déployés par le Comité spécial et par son président, en consultation avec l'OUA, en vue de convoquer une conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud. A cet égard, les recommandations figurant dans le rapport spécial du Comité spécial [A/35/22/Add.3, par. 31] vont dans la bonne direction et méritent d'être appuyées, afin que la résolution 34/93 C de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1979, soit mise en œuvre.

59. La tradition veut que le Pakistan soit solidaire du peuple d'Afrique du Sud dans la lutte qu'il mène et il n'est donc point besoin de le rappeler. Dans les limites de nos ressources, nous avons contribué régulièrement, par tous les moyens possibles, aux efforts menés pour éliminer l'*apartheid* et aussi pour assister les victimes de ce système cruel. Notre position se fonde sur les principes fondamentaux de l'islam, qui défendent la dignité de tous les peuples, sans considération de race, de couleur ou de croyance et condamnent avec véhémence le racisme. L'engagement que nous avons pris de lutter contre le système inhumain d'*apartheid* est conforme à notre croyance profonde dans les préceptes éternels de notre foi. A ce propos, lors de la onzième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, qui s'est tenue en mai dernier à Islamabad, les membres de la Conférence ont fermement dénoncé le régime raciste d'Afrique du Sud et ont renouvelé leur appui résolu, dans les domaines économique, technique, matériel et moral, aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie qui luttent pour leur libération.

60. En guise de conclusion, je vais citer un extrait de la déclaration faite récemment par le général Mohammad Zia-ul-Haq, président de la République islamique du Pakistan. En prenant la parole à l'Assemblée générale, au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, le 1^{er} octobre 1980, le Président a fait valoir les sentiments des 900 millions de musulmans du monde entier :

« La politique de discrimination raciale, d'*apartheid* et de gouvernement de la minorité, telle qu'elle est pratiquée en Afrique du Sud, est incompatible avec l'esprit et la lettre de l'islam et avec la moralité internationale. Nous sommes convaincus que Némésis annihilera ceux qui pratiquent l'*apartheid* et le racisme ou discriminent entre un être humain et un autre selon la couleur de la peau. » [18^e séance, par. 45.]

61. M. MAITHA (Kenya) [interprétation de l'anglais] : Une fois de plus, depuis quelques jours, nous nous réunissons pour examiner les progrès, s'il y en a, obtenus dans la lutte contre le système d'*apartheid* du Gouvernement d'Afrique du Sud. Notre travail est grandement facilité par le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*. Il brosse un tableau clair de la situation qui existe dans cette région et nous permet d'étudier précisément les questions qui s'y rapportent. Pour cette raison, ma délégation saisit cette occasion de remercier le Président et les membres du Comité pour leur bon travail. Le Kenya a l'intention d'appuyer les recommandations faites par le Comité.

62. L'Assemblée générale est saisie de la question de la politique raciale du Gouvernement sud-africain depuis plusieurs années déjà. Au cours de cette période, de nombreuses résolutions et décisions ont été adoptées par l'Assemblée, le Conseil de sécurité et certains organes des Nations Unies, y compris de nombreuses organisations non gouvernementales. Cependant, l'oppression dont sont victimes ceux qui ont certaines origines raciales continue de battre son plein en Afrique du Sud. Des lois et des mesures ont été promulguées et adoptées par le régime minoritaire raciste pour assurer la poursuite de la discrimination, de la séparation et de l'exploitation des Noirs d'Afrique du Sud, le but ultime de ces pratiques étant d'asservir à jamais le peuple noir, selon les caprices de la minorité blanche. Tout cela démontre un mépris total des droits de l'homme, de la dignité humaine et de l'égalité des hommes.

63. Depuis des années, ces lois et ces mesures diaboliques ont été perfectionnées afin d'instaurer un système de gouvernement que l'on appelle la politique d'*apartheid*. Les efforts entrepris pour que l'Afrique du Sud renonce à ce système n'ont pas abouti. Les allégations de personnalités officielles du régime tendant à accréditer l'idée que des mesures positives sont prises pour faire disparaître certaines dispositions haïssables du système ne sont en fait que des efforts calculés du régime pour gruger la communauté internationale.

64. La poursuite de cette politique d'*apartheid* est une violation des principes de la Charte des Nations Unies, que le régime raciste a décidé de défier de façon flagrante. Dans le même esprit, ce régime a décidé d'opposer le mépris aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Qui plus est, le régime a choisi de ne pas entendre et de ne pas respecter l'opinion publique mondiale qui s'élève avec véhémence contre sa politique d'*apartheid*.

65. Face à la tyrannie exercée par le système d'*apartheid*, une tyrannie sans borne sous laquelle les Noirs de la région continuent d'être traités comme des bêtes de somme, la communauté mondiale — et les Nations Unies en particulier — ne peut pas faire moins que de combattre ce système et de prendre dans les plus brefs délais toutes les mesures nécessaires pour l'éliminer.

66. En ce qui concerne les efforts faits pour éliminer ce système, ma délégation considère que la communauté mondiale devrait sans attendre prendre des mesures pour augmenter son aide aux mouvements de libération de l'Afrique du Sud, en leur donnant tous les moyens

nécessaires pour lutter plus efficacement. Nous devons exiger la libération de tous les combattants de la liberté et des adversaires de l'*apartheid* qui languissent actuellement dans les prisons sud-africaines. D'autres mesures en ce sens doivent également être prises dans les relations politiques, diplomatiques, consulaires et autres avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

67. Nous déplorons que, en dépit de l'isolement diplomatique grandissant de l'Afrique du Sud, plusieurs Etats Membres de cette organisation continuent d'entretenir des relations officielles avec ce pays. Parmi ces Etats, l'on trouve ceux qui n'ont pas cessé de vendre et d'expédier des armements, des munitions de tout genre et des véhicules militaires à l'Afrique du Sud. Qui plus est, d'autres collaborent avec l'Afrique du Sud dans le domaine de l'armement nucléaire, sans tenir compte de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité sur l'embargo obligatoire sur les armes contre l'Afrique du Sud. Nous saisissons cette occasion pour leur rappeler que les besoins militaires de l'Afrique du Sud sont dus avant tout à une situation intérieure qui a été provoquée par sa politique répressive d'*apartheid*, système que la communauté internationale considère comme un crime contre l'humanité. Par conséquent, nous lançons un appel à tous les Etats Membres de cette organisation qui collaborent ainsi avec l'Afrique du Sud, pour qu'ils cessent leurs relations et s'abstiennent de tous autres accords avec ce régime tant qu'il n'aura pas renoncé au système d'*apartheid*.

68. Pour terminer, je rappellerai la position bien connue du peuple et du Gouvernement kényens à cet égard. Nous sommes convaincus que la sauvegarde du respect des droits de l'homme, tels qu'ils sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et des libertés fondamentales est incompatible avec l'application de la politique d'*apartheid*. C'est le cas en Afrique du Sud; par conséquent la paix et la sécurité sont toujours menacées. En fait, dans un passé récent, la situation qui existe en Afrique du Sud a montré des enfants, lors de manifestations, s'élever contre la politique inacceptable de l'*apartheid*. Le dispositif étatique a réagi à chaque fois en commettant un nombre encore plus grand de brutalités et de meurtres; il a en outre monté des opérations agressives répétées et insensées contre les pays voisins. La situation ressemble maintenant à une dangereuse bombe à retardement. Si l'on ne remédie pas rapidement à la situation, celle-ci explosera, entraînant d'énormes conséquences à la fois pour les coupables et les innocents. Nous demandons la pleine application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, car c'est la seule façon d'assurer l'harmonie raciale en Afrique du Sud et donc la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

69. Nous demandons que tous les Etats Membres agissent pour faire cesser leurs relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud et pour ne pas en lier, dans quelque domaine d'activité que ce soit; qu'ils encouragent au maximum la diffusion d'informations sur les maux de l'*apartheid* et sur les mesures internationales qui permettraient son élimination; qu'ils apportent leur aide politique, humanitaire et autre aux victimes de l'*apartheid* et au mouvement national de libération de

l'Afrique du Sud; qu'ils rendent plus total l'isolement de l'Afrique du Sud en prenant des mesures telles que le boycottage des échanges sportifs et culturels avec ce régime raciste; qu'ils condamnent et ne reconnaissent pas les bantoustans établis en Afrique du Sud; et qu'ils interdisent la collaboration économique, militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Nous demeurerons toujours résolument opposés à la pratique de la politique d'*apartheid* du Gouvernement d'Afrique du Sud.

70. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale le 19 septembre 1980 [3^e séance, par. 109], je donne maintenant la parole au représentant du Pan Africanist Congress d'Azanie [PAC].

71. M. EBRAHIM (Pan Africanist Congress d'Azanie) [*interprétation de l'anglais*] : Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* n'est pas seulement la somme des travaux et des progrès du Comité, c'est également un moyen, pour la communauté internationale, de voir dans quelle mesure le régime raciste minoritaire blanc bafoue les décisions et les résolutions des Nations Unies. Comme nous l'avons déjà dit en d'autres occasions, l'intransigeance du régime raciste, encouragée par le soutien économique, militaire, diplomatique et autre qu'il continue de recevoir de certains pays, demeure l'un des problèmes les plus opiniâtres de notre temps. Le rapport du Comité spécial est également un baromètre qui permet à la communauté internationale de mesurer les progrès réalisés par les mouvements de libération nationale dans la recherche de la justice et de la liberté pour tous en Azanie.

72. La période qui court depuis le début avril 1980 a été caractérisée par l'escalade de la résistance noire en Azanie, nom de l'Afrique du Sud occupée. Ce qui a commencé comme une protestation des étudiants noirs contre le système inférieur d'enseignement du régime de Pretoria, prévu pour poursuivre l'exploitation de la majorité noire, s'est transformé en un soulèvement national à grande échelle auquel participaient les étudiants et les travailleurs.

73. Le boycottage en avril des écoles par ce qu'il est convenu d'appeler les étudiants de couleur de l'ouest de la province du Cap, qui protestaient contre l'*apartheid* dans l'enseignement, s'est bientôt étendu à d'autres parties du pays, s'attirant le soutien d'autres couches de la société opprimée, les Africains et les prétendus Indiens. Bien que la loi voulant que certains sujets soient enseignés en afrikaans ait été abrogée après le massacre de Soweto, les crédits alloués à l'éducation des Noirs sont toujours inférieurs à ceux consacrés à l'éducation des Blancs; cette dernière est libre et obligatoire, malgré le fait que les Blancs représentent approximativement 18 % de la population totale et gagnent 76 % du revenu national. La discrimination dans les salaires des enseignants noirs et des enseignants blancs a continué.

74. La grève des étudiants a été appuyée par les parents, qui non seulement ont participé à des réunions communautaires dans différentes parties du pays, mais ont aussi créé des comités des parents afin d'ajouter leurs protestations à celles des étudiants.

75. Vers la fin du mois de juin 1980, les écoles noires dans toutes les provinces de l'Afrique du Sud ont été affectées par les grèves. Quatre des cinq universités réservées aux Noirs ont été fermées à la suite des actions des étudiants. Dans un article intitulé « Une nouvelle phase de la rébellion », le journal britannique *New Statesman* du 6 juin 1980 déclarait :

« La progression des derniers troubles dans les écoles a été rapide. Les étudiants de couleur au Cap ont quitté leurs classes en avril dernier; leurs homologues africains dans les cantons du Cap ont fait de même en signe de sympathie; les étudiants asiatiques et de couleur de Johannesburg se sont joints immédiatement à eux, suivis rapidement par ceux de Natal... Les étudiants africains dans la région de Natal ont boycotté les classes pour défier... le puissant mouvement Inkatha du chef Gatsah Buthelezi. Au cœur même du territoire afrikaaner, dans le canton noir de Bloemfontein, à Batho, des échauffourées se sont produites avec la police pendant le week-end; un homme est mort et plusieurs personnes ont été blessées. La police a tiré sur deux enfants, qui ont été tués, au Cap mercredi dernier. »

76. Les organes d'information ont délibérément minimisé l'extension et l'intensité de la récente vague de résistance noire en Azanie. Ils laissaient entendre constamment que les grèves s'apaisaient et que tout cela était dû à l'attitude de conciliation du Premier Ministre, P. W. Botha. En outre, les organes d'information blancs en Afrique du Sud ont, de manière délibérée, essayé de créer l'impression que ce n'était pas vraiment une grève de l'ensemble des étudiants noirs — c'est-à-dire de tous les étudiants noirs de toutes les sections de la communauté opprimée en Azanie — mais une grève des étudiants de couleur seulement. Certains organes d'information ont même laissé entendre que les étudiants africains n'avaient pas appuyé la grève.

77. Ce parti pris des médias sud-africains en ce qui concerne les grèves des étudiants a été critiqué par le *Muslim News*, un journal hebdomadaire du Cap pour les Noirs dont le tirage a augmenté considérablement à la suite de la position qu'il a adoptée à propos de différentes questions communautaires, telles que les déplacements forcés en vertu du *Group Areas Act*, et de son soutien aux émeutes de Soweto et autres qui se sont produites depuis 1976. Il a écrit :

« Malgré le fait que les journaux essaient de donner l'impression que le boycottage est l'œuvre des étudiants de couleur, les médias contrôlés par les Blancs s'efforcent de diminuer l'importance du rôle des élèves noirs dans les régions situées en dehors de Cape Flats. Les doléances qui ont provoqué le boycottage sont des doléances que partagent tous les élèves noirs. Ils rejettent un programme d'études d'un niveau inférieur. Ils exigent le même programme pour tous les élèves et non un programme conçu selon la couleur de la peau.

« Il est également évident que le Gouvernement n'a tiré aucune leçon des événements de 1976. L'affrontement entre les élèves et l'Etat n'a pas eu lieu uniquement parce que l'enseignement est donné en afrikaans, mais aussi à cause du caractère discriminatoire

de la législation en vigueur. Les raisons du boycottage sont les mêmes : des installations scolaires inadéquates, l'absence de manuels; tout cela montre l'état d'oppression que subissent ceux qui sont privés des droits civiques, alors que la législation favorise ceux qui ont le droit de vote... Ce que les étudiants demandent réellement, c'est ce que tous les gens privés des droits civiques ont toujours demandé — des droits égaux. »

78. Cette citation du *Muslim News* montre très clairement que, même si les grèves estudiantines portaient sur les systèmes d'enseignement, les étudiants ont toujours déclaré que leur lutte faisait partie de la lutte pour l'autodétermination et la libération nationale en Azanie occupée. Cela a été également indiqué dans un éditorial d'une publication estudiantine, le *SASPU National*, qui disait :

« Un enseignement inégal prépare les gens à l'exploitation. Le lien est visible si l'on se penche sur certains des tracts publiés par les étudiants qui ont participé au boycottage. Il est donc clair que leur attaque contre le système d'enseignement est en fait une protestation contre les structures générales d'exploitation. »

79. Ce qui ressort également très clairement de la vague actuelle de résistance noire est l'absence de différences de vues entre les générations, entre les parents et les étudiants, qui bénéficient du plein appui des parents dans leur lutte. Cela est dû notamment au fait que les étudiants ont lancé une campagne massive pour « apprendre » aux parents la nature de leurs doléances et de leurs exigences. Le *SASPU National* souligne :

« A la différence des boycottages de 1976 et de 1977 concernant l'enseignement, les étudiants ont fait preuve d'une discipline et d'un sens rigoureux de l'organisation. Depuis le début, le boycottage a été avant tout communautaire et politique.

« Une semaine avant que les premiers étudiants ne se mettent en grève, des affiches ont été collées sur les murs des bureaux de Wynberg, au Département des affaires des gens de couleur, avec le message suivant : « Nos parents sont obligés de travailler parce que le prix du pain augmente. Les manuels scolaires ne sont pas gratuits. Les loyers ont augmenté. Nos parents n'ont pas voix au chapitre. Solidarité entre travailleurs, étudiants et parents ».

« C'est pourquoi — comme le disent les leaders des étudiants — la solidarité a toujours existé entre les étudiants et leurs parents — les travailleurs. C'est pourquoi leurs exigences et attaques contre le système d'enseignement comprennent de telles déclarations de solidarité avec les travailleurs et les parents. »

80. Dans la province du Cap, par exemple, des centaines de parents et d'étudiants ont assisté à des réunions parents-étudiants tenues au Cap, à Salt River et à Athlone au début du mois de mai. Les parents ont fermement appuyé la décision des étudiants noirs de continuer à boycotter les classes jusqu'à ce que le gouvernement prouve de façon concrète qu'il tiendrait les promesses du premier ministre P. W. Botha. On peut lire dans *Grassroots*, un bulletin communautaire bénévole, publié dans l'ouest de la province du Cap :

« Les communautés de l'ouest de la province du Cap, de Scotsche Kloof à Stellenbosch et de Guguletu à Ocean View, ont montré une solidarité sans précédent en appuyant le boycottage des étudiants contre le système raciste d'enseignement.

« Des réunions ont été tenues dans la péninsule tout entière jusqu'à Stellenbosch et Paarl. Des milliers de personnes ont assisté aux réunions organisées par des étudiants, des églises, des associations civiques, des groupes de jeunes et d'autres organisations.

« A toutes ces réunions, les participants ont appuyé les revendications des étudiants. »

81. Après les congès du milieu de l'année et après que le régime de Pretoria eut demandé aux étudiants noirs de se réinscrire, afin d'exclure les prétendus agitateurs, les protestations des étudiants ont continué, à la suite de quoi les écoles de l'est et de l'ouest de la province du Cap ont été fermées pour une période indéterminée. Comme le soulignait le journaliste bien connu Patrick Laurence, dans une dépêche du *Manchester Guardian* en date du 12 septembre 1980 :

« Les écoles noires de la région de Port Elizabeth-Uitenhage ont déjà fait l'objet d'une fermeture *sine die* à la suite d'un boycottage. Les raisons qui ont motivé la décision de fermer les écoles dans les zones qui ont subi d'importants boycottages ont été dues au fait que les auteurs des boycottages ont utilisé des terrains scolaires comme lieux de réunions pour lancer leur « agitation » politique. Mais ces fermetures ne font pas que priver la jeunesse noire de lieux de réunion; elles font pression sur les parents noirs qui ont à cœur l'éducation de leurs enfants et les incitent à retourner à l'école, pour éviter la fermeture d'écoles dans leur municipalité.

« Les troubles les plus récents se sont produits dans la municipalité noire de Galeshewe, près de Kimberley, après « l'invasion » d'un quartier résidentiel blanc par des élèves noirs. Cent douze jeunes Noirs, pour la plupart des jeunes filles, ont été arrêtés pour violence publique. La plupart d'entre eux ont pénétré dans la zone blanche afin d'échapper à la police et pour se cacher dans des villas de banlieue appartenant à des Blancs. »

82. A la mi-septembre, une vague de violence a de nouveau déferlé dans les municipalités noires de l'est de la province du Cap, dans le bantoustan de Ciskei et dans les municipalités de Langa, Nyanga, et de Guguletu, dans l'ouest de la province du Cap. Dans le district de Whittlesea, dans le bantoustan de Ciskei, des étudiants noirs ont lapidé à mort un policier, à la suite des harcèlements policiers continus qu'ont subis les étudiants auteurs de boycottages. En retour, la police a tué un étudiant et en a arrêté plusieurs autres.

83. Dans la municipalité de Guguletu, dans l'ouest de la province du Cap, la police a tué un jeune Noir âgé de 16 ans et en a blessé quatre autres. A la suite de ce meurtre, la police a arrêté avant l'aube deux membres du Comité d'action des parents noirs. Le Comité d'action représente les parents noirs de trois municipalités des environs de la ville du Cap, à savoir Langa, Nyanga, et Guguletu. Dans une déclaration au public, le Comité

d'action a condamné la détention dont ont été victimes deux de ses membres.

84. Après l'intensification du boycottage des écoles par des étudiants noirs en signe de protestation contre le système d'éducation discriminatoire réservé à la majorité noire opprimée, le régime raciste de Pretoria a été contraint de fermer, pour une durée indéterminée, des écoles situées dans plusieurs centres parmi lesquels on trouve des petites villes comme Adelaide, Victoria West et Oudtshoorn.

85. A la suite de la vague de politisation lancée par des étudiants noirs dans la communauté, une véritable coalition est apparue entre les étudiants et les travailleurs, qui a été mise en lumière lors des grèves des travailleurs et des boycottages d'autobus, deux incidents qui se sont produits en même temps que les grèves estudiantines. Le mercredi 21 mai 1980, des travailleurs noirs de l'industrie de la viande de l'ouest de la province du Cap se sont mis en grève après le renvoi de 800 travailleurs qui avaient entamé une grève de solidarité avec d'autres travailleurs noirs. Etudiants et travailleurs ont appelé à un boycottage de l'industrie de la viande rouge; là aussi, ce boycottage a été organisé par la communauté noire. Je citerai à ce propos le passage suivant, tiré du *Sunday Express* du 1^{er} juin 1980 :

« La vague de grève qui, après les grèves estudiantines, a commencé à s'étendre, a touché, pour la première fois, mardi, les mines d'or dans lesquelles 4 500 mineurs noirs ont déclenché une série de grèves et d'émeutes dans les mines de Stilfontein. A partir d'hélicoptères, la police a lancé des bombes lacrymogènes sur les grévistes.

« On constate une grande effervescence dans tout le pays. Les forces de police essaient de faire montre de plus de modération que lors des graves événements de 1976, à Soweto... mais leurs unités sont trop dispersées. Elles ont dû faire de longues heures supplémentaires dans diverses zones et la lassitude et la tension commencent à se faire sentir. »

86. La série de grèves lancées par les travailleurs noirs en Azanie a reçu un très large écho dans la presse internationale au cours des mois de juin, juillet et août 1980. Alors que les causes principales des grèves étaient d'origine économique, les travailleurs ont souvent ajouté à leurs revendications concernant un relèvement de leurs salaires et de meilleures conditions de travail la création de syndicats et le réembauchage des travailleurs licenciés.

87. Les grèves des travailleurs noirs font partie de la résistance noire de plus en plus active face à la domination blanche dans l'Azanie occupée. Selon Rob Lambert, maître de conférence en sociologie industrielle de l'Université du Natal, environ 50 000 travailleurs noirs des centres industriels les plus importants ont lancé contre le système d'exploitation l'une des campagnes les plus longues et les plus résolues de l'histoire du marché du travail sud-africain.

88. La vague de grèves qui, de l'industrie de la viande au Cap, a gagné les travailleurs municipaux de Johannesburg, a touché plus de travailleurs qu'aucune grève dans l'industrie depuis 1973.

89. L'augmentation, au cours des récentes années, des salaires des Noirs, en particulier après l'agitation ouvrière qu'a connue le pays en 1973 et 1974, a subi le contrecoup de l'inflation, qui se situe à l'heure actuelle aux environs de 17 %. Le salaire mensuel moyen, qui s'élève à 47 dollars pour un manoeuvre noir en 1980, est de 5 % plus faible que le salaire mensuel moyen du même travailleur en 1973.

90. Les problèmes économiques ne sont pas les seuls responsables des grèves ouvrières actuelles. Les travailleurs noirs ont exigé la reconnaissance de leurs syndicats. A la suite des grèves des travailleurs, en 1973 et 1974, on a vu apparaître un mouvement syndicaliste indépendant, bien que les syndicats noirs n'aient pas été reconnus. C'est ce mouvement syndicaliste indépendant qui a été responsable pour une très large part et de façon très réussie de l'organisation des travailleurs et qui a subi le courroux du régime raciste de Pretoria. L'une des recommandations faites par la commission Wiehahn⁴, en 1979, était que l'enregistrement des syndicats noirs soit autorisé pour que le gouvernement puisse les contrôler. Par la suite, la législation a autorisé un enregistrement des syndicats dans des conditions extrêmement restrictives.

91. Quatorze syndicats indépendants ont été créés au sein de la Fédération des syndicats d'Afrique australe. Ces syndicats figurent parmi les plus actifs des syndicats non enregistrés du pays. L'un des syndicats affiliés à cette fédération, la United Automobile, Rubber and Allied Workers' Union, a organisé une grève à la mi-juin, à la suite du meurtre d'au moins 60 personnes commis par la police dans la province ouest du Cap, ce qui a paralysé l'industrie automobile dans la province est du Cap en une période où les ventes de voitures étaient particulièrement en hausse en Afrique du Sud. Environ 16 usines d'automobiles et de pièces de rechange, la plupart américaines, ont été touchées par les grèves. Les syndicats ont finalement obtenu une augmentation de 20 % du salaire des ouvriers.

92. Les arrestations et les détentions, les interdictions de séjour et autres formes d'intimidation n'ont pas eu d'effet sur les travailleurs noirs qui ont accru les grèves, bien qu'elles soient illégales en Afrique du Sud. En juillet, plus de 18 000 travailleurs noirs à la station de transformation du charbon en pétrole SASOL-3 de la South African Oil, Coal and Gas Corporation Ltd. ont été congédiés pendant quelques jours par suite d'une agitation ouvrière sur un chantier, ce qui a interrompu le projet. Des travailleurs se sont plaints d'avoir été victimes de manoeuvres de harcèlement de la part de l'armée, chargée de veiller à la sécurité du chantier après l'action de sabotage de guérillas au mois de juin. Des travailleurs ont également suspecté l'armée d'avoir tué un de leurs collègues, mort dans de mystérieuses circonstances.

93. Des grèves lancées par des travailleurs noirs dans diverses régions ont eu lieu au mois de juillet. A la mine de diamants De Beers, à Kimberley, 600 travailleurs noirs qui s'étaient mis en grève pour obtenir une augmentation de 50 % ont été mis à pied. Dans une fabri-

que de papier, non loin de Johannesburg, 340 travailleurs ont obtenu, après un arrêt de travail, une augmentation de 15 % sur leur salaire horaire qui s'élève à 1,17 dollar. Parallèlement, 500 travailleurs appartenant à la Compagnie d'autobus PUTCO, à Johannesburg, ont obtenu une augmentation de 15 % de leur salaire hebdomadaire de 67 dollars ainsi que la reconnaissance de leur syndicat et, ce, après un arrêt de travail d'une journée.

94. Plus récemment, environ 10 000 travailleurs municipaux noirs à Johannesburg se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire, le réengagement de 1 350 travailleurs de la centrale électrique, limogés à la suite d'un arrêt de travail, et la reconnaissance de leur syndicat, le Johannesburg Black Municipal Workers' Union. La grève a été brisée par l'action brutale du Conseil municipal blanc de Johannesburg, qui a licencié 1 500 travailleurs, et par la police qui a arrêté les travailleurs licenciés et les a renvoyés dans les bantoustans. M. Joseph Mavi, dirigeant du Johannesburg Black Municipal Workers' Union, illégal, a été emprisonné; la police a fait savoir qu'elle enquêtait sur les chefs d'accusation retenus contre lui, en vertu du *Riotous Assemblies Act* et du *Sabotage Act*, cette dernière loi prévoyant la peine capitale.

95. Il est évident que l'agitation de la classe ouvrière va s'étendre à toute l'Afrique du Sud en raison de l'éveil politique et d'une meilleure organisation des travailleurs noirs. Toutefois, la conscience politique et l'organisation n'apparaîtront pas d'elles-mêmes; leur développement incombe au mouvement de libération nationale qui doit diriger et orienter de façon adéquate le mouvement des travailleurs.

96. La pression exercée sur la minorité blanche n'est pas due seulement à l'action de masse de la part de la majorité noire, dont la position se durcit avec une vigueur et une détermination accrues, mais provient aussi des mouvements de libération nationale engagés dans la lutte armée, qui constitue la principale forme de lutte pour la libération nationale et l'autodétermination du peuple colonisé d'Azanie. La guérilla s'est implantée en Afrique du Sud, encore qu'à son stade actuel elle touche relativement peu la population blanche. Toutefois, cette guérilla revêt trois formes : les attaques contre les quartiers blancs, les attentats contre des collaborateurs noirs et l'infiltration dans les zones rurales de guérilleros du mouvement de libération.

97. « Le terrorisme urbain s'est installé en Afrique du Sud et y restera dans un avenir prévisible », a déclaré l'ancien Premier Ministre, Johannes Vorster, au cours de la visite qu'il a faite dans un camp d'entraînement antiterroriste, en septembre 1977. La violence urbaine la plus intense — dirigée alors contre des biens et non contre des personnes — s'est produite au début des années 60, à la suite de l'interdiction du PAC et de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC). Cette période de violence a pris fin avec la pendaison d'un Blanc, Richard Harris, qui avait déposé une bombe dans une gare de Johannesburg. En décembre 1976, un Noir, Isaac Seko, a inauguré une nouvelle vague de violence en entrant dans un restaurant réservé aux Blancs, au Carlton Centre de Johannesburg, où il a

⁴ Voir *Report of the Commission of Inquiry into Labour Legislation*, part I, R.P.47/1979, Pretoria, The Government Printer.

blessé plusieurs personnes après avoir fait exploser de la dynamite. Des incidents similaires ont suivi, dans plusieurs parties du pays, mais aucun n'a entraîné de pertes en vies humaines. Jimmy Kruger, ancien ministre de la police de triste notoriété, a déclaré publiquement que les nombreuses personnes qui revenaient maintenant, après avoir quitté le pays pour suivre un entraînement à la guérilla, faisaient l'objet des recherches constantes de la police.

98. En juin 1977, deux magasiniers ont été tués et un autre blessé quand trois terroristes porteurs d'armes automatiques et de grenades, qui avaient été repérés par la police à Johannesburg, ont cherché refuge dans un entrepôt. Depuis, une vingtaine d'explosions se sont produites, dont l'une au Carlton Centre de Johannesburg, où plusieurs Blancs ont été blessés. Ces explosions étaient provoquées par des bombes au pétrole ou par de la dynamite.

99. Les Noirs qui sont attaqués comprennent des policiers, des fonctionnaires d'institutions gouvernementales comme les conseils urbains des bantous, et des personnes soupçonnées d'être des informateurs; plusieurs d'entre eux ont été tués. Au début de juillet 1978, un détective noir, Orphan Chaphi, a été abattu alors qu'il rentrait chez lui, à Soweto; il avait échappé à un attentat en 1977. La police sud-africaine a été extrêmement préoccupée en découvrant que l'arme utilisée était une mitraillette Tokarev, d'origine russe. La South African News Agency a signalé l'emprisonnement de deux patriotes africaines qui avaient incendié à la bombe la maison d'un témoin à charge dans le procès du PAC des 18 de Bethal, et d'autres moyens d'information ont fait état de la liquidation de témoins similaires dans d'autres procès. Le *Sunday Times* de Londres du 25 mai 1980 a publié l'information suivante : « Plus de 10 agents clandestins de la Security Branch ont été assassinés à la suite d'infiltrations dans des organisations en Afrique du Sud et à l'étranger. »

100. L'existence du terrorisme rural a été confirmée pour la première fois en avril 1978, au cours d'une entrevue accordée à la presse par le chef de la police, le général C. F. Zietsman. Il a mentionné plusieurs incidents armés entre les guérilleros et la police sud-africaine au Transvaal oriental, près de la frontière avec le Mozambique. Peu après, il a annoncé la création d'une nouvelle base militaire à Phalaborwa, au Transvaal oriental. Dans une interview accordée à la presse, M. Zietsman a déclaré, entre autres :

« Il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'un phénomène récent auquel des solutions simples peuvent s'appliquer. Cette situation dure depuis longtemps et est plus complexe qu'on ne le pense. Ce que nous récoltons en ce moment sont les fruits des années de travail de ceux qui ont quitté le pays au début des années 60. L'intensification récente des activités de guérilla était due en partie au changement dans le statut des Etats limitrophes de l'Afrique du Sud : les guérilleros reçoivent maintenant, à proximité, une formation et une assistance. Toutefois, ils préfèrent éviter l'engagement avec les forces sud-africaines de peur d'embarrasser leurs hôtes. Comme tout mouvement de guérilla, ils préfèrent étendre leurs activités sur la plus large superficie possible. »

101. La police sud-africaine a fermé les frontières de l'Afrique du Sud par un « rideau d'acier ». Selon un article de la revue *To The Point* du 28 avril 1978, le général Zietsman a déclaré : « Il ne s'agit plus d'un jeu d'enfants; c'est une attaque prolongée à laquelle nous devons faire face ». Il a mentionné que, depuis, 2 200 « terroristes en puissance » ont été traduits devant les tribunaux en vertu de la loi sur la sécurité. Plus de 350 personnes ont été condamnées à des peines de plus de deux ans d'emprisonnement.

102. Dans une interview à la radio, où il a prétendu que les services de sécurité avaient « arrêté 23 terroristes du PAC qui s'étaient infiltrés de l'étranger », l'ancien Ministre de la police, J. T. Kruger, a déclaré :

« Les terroristes mènent une lutte psychologique pour saper la confiance de la population en ce qui concerne les mesures de sécurité prises par les forces de sécurité nationales. »

Cela a été déclaré le 20 novembre 1978, au cours de l'émission « Week-end Newsroom » de la South African Broadcasting Corporation. Le même week-end, Kruger aurait déclaré à la télévision que le PAC, à la suite de la Conférence consultative d'Arusha, en juin-juillet 1978, avait lancé deux campagnes d'insurrection dont les noms de code étaient « home coming » et « curtain-raiser ». Il a ajouté : « Par conséquent, il est souhaitable que les membres [blancs] du public se joignent aux organisations de défense, comme la Citizen Force ou les réservistes de la police. »

103. S'il est vrai que l'effondrement des Etats tampons le long de la frontière sud-africaine a beaucoup aidé les mouvements de libération, le lancement d'une lutte armée efficace en Azanie dépend de l'organisation et de la détermination des mouvements clandestins à l'intérieur du pays. Ainsi que l'ont reconnu les participants à l'importante Conférence consultative du PAC, qui s'est tenue à Arusha, les soulèvements nationaux de 1976 ont créé des conditions favorables à l'intensification de la lutte armée. Les éléments principaux de cette lutte historique ont été constitués par les organisations massives d'élèves et d'étudiants. Les membres du Soweto Students' Representative Council de Johannesburg, le Young Comrades Movement du Cap, et le mouvement national South African Students' Movement — trois organisations qui ont été interdites en octobre 1977 — se sont joints au mouvement de libération, lui apportant une vitalité nouvelle et renforçant les chances de succès d'une symbiose entre la résistance intérieure et les mouvements basés à l'étranger.

104. Le programme d'action arrêté par la Conférence consultative est fondé sur l'expérience des anciens membres du PAC, combinée à celle nouvellement acquise par les cadres issus des soulèvements de 1976. L'application rapide du programme, Kruger l'a reconnu lui-même, a été rendue possible grâce à une connaissance réaliste de la situation à l'intérieur de l'Azanie.

105. L'armée sud-africaine constate maintenant que dans tous les pays, les uns après les autres, les forces révolutionnaires ont finalement triomphé des armées de répression pourtant bien équipées, et qu'elles se sont emparées du pouvoir politique. Cependant, la popula-

tion blanche espère que l'Afrique du Sud continuera de faire exception.

106. Parallèlement aux pressions exercées sur les plans intérieur et régional, la pression internationale contre l'Afrique du Sud s'est accrue progressivement grâce à l'OUA, au mouvement des pays non alignés et aux pays socialistes qui font campagne pour aboutir, entre autres, à imposer des sanctions économiques obligatoires contre le régime en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et en se fondant sur le fait que perpétuer l'*apartheid* en Afrique du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Les principales puissances occidentales — le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France et la République fédérale d'Allemagne — se sont opposées à l'application de sanctions économiques non pas uniquement à cause de leurs intérêts économiques en Afrique du Sud, mais également à cause de leurs besoins en matières premières stratégiques. Rotberg prétend — reflétant ainsi l'opposition occidentale aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud — que

« ... boycotter totalement le commerce et le marché financier ainsi que le préconisent des groupes de pression américains et britanniques reviendrait à ne pas tenir compte des réalités économiques et politiques des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni... Boycotter le manganèse, le vanadium, le chrome et le platine sud-africains frapperait l'Occident, et notamment les Etats-Unis, bien plus que l'Afrique du Sud. »

107. Tout en reconnaissant que la Grande-Bretagne dépend grandement de l'Afrique du Sud pour ce qui est du commerce et des investissements, Nagorski conteste le point de vue selon lequel les ressources minérales d'Afrique du Sud sont d'une importance critique pour l'Occident, puisque les sanctions économiques ne peuvent être appliquées. Il prétend que, moyennant une planification soigneusement établie et la mobilisation de la volonté politique nécessaire, des sources de remplacement de matières premières stratégiques peuvent être trouvées.

108. Les principes de Sullivan et le Code de conduite de la Communauté européenne sont, pour les sociétés transnationales des Etats-Unis et d'Europe occidentale opérant en Afrique du Sud, une réponse aux pressions exercées en vue de l'application de sanctions économiques. L'argument utilisé pour justifier une participation économique continue en Afrique du Sud soutient que les sociétés transnationales pourraient saper le système d'*apartheid* en favorisant des conditions d'emploi justes. Cet argument spécieux a déjà fait l'objet de l'analyse de nombre de personnes. Comme le sénateur Dick Clarke l'a fait remarquer, « les investissements américains ont clairement eu pour effet de renforcer l'autonomie économique et militaire du régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud ».

109. Le Centre contre l'*apartheid*, des Nations Unies, a également commencé à faire campagne pour l'application de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Une conférence préparatoire a eu lieu à Genève du 30 juin au 3 juillet 1980 et une conférence internationale sur des sanctions est prévue pour 1981.

110. Etroitement liée à la campagne lancée pour l'application des sanctions économiques, une campagne, qui se fait de plus en plus retentissante, est menée pour le retrait des investissements étrangers d'Afrique du Sud. Aux Etats-Unis, par exemple, à la suite du mouvement pour le retrait des investissements lancé par les étudiants et les organisations anti-*apartheid*, plusieurs universités ont retiré leurs participations des sociétés multinationales et autres qui investissent en Afrique du Sud ou ont vendu les actions qu'elles détenaient au titre de ces sociétés. Au nombre de ces universités figurent la prestigieuse Université Cornell, de l'Etat de New York, l'Université du Wisconsin, et les cinq *colleges* d'Amherst, dans le Massachusetts. La pression s'accroît également dans des centaines d'autres universités.

111. En novembre 1978, plus de 1 300 délégués se sont réunis à New York University sous les auspices de la North-East Coalition in Support of Liberation in South Africa pour coordonner la stratégie de la campagne lancée pour le retrait des investissements d'Afrique du Sud et autres travaux de solidarité. L'ancien Ambassadeur des Etats-Unis au Ghana, Franklyn Williams, a déclaré : « Le mouvement de protestation sociale le mieux organisé depuis la guerre du Viet Nam se propage rapidement d'un côté à l'autre du pays... s'efforçant d'amener les entreprises américaines à quitter l'Afrique du Sud. »

112. Le régime de Pretoria est conscient du fait que c'est sur les campus universitaires des Etats-Unis et ailleurs en Occident que les mouvements les plus combatifs contre la guerre d'agression menée par les Etats-Unis en Indochine sont nés. Certes, les bureaux de propagande de l'Afrique du Sud dans ces pays inondent non seulement les universités mais également les écoles supérieures de leur propagande attrayante sur l'*apartheid*. Mais, bien que les sociétés occidentales ne soient pas près de quitter l'Afrique du Sud étant donné qu'elles retirent des profits élevés de leurs investissements découlant de l'exploitation de la main-d'œuvre noire non syndiquée, de telles actions entreprises au niveau de la population peuvent quand même obliger les gouvernements des pays occidentaux à adopter des mesures significatives à l'encontre du régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud. Le mouvement pour le retrait des investissements des pays occidentaux prendrait aussi plus d'importance si les pays africains adoptaient des mesures punitives contre les sociétés multinationales ayant des investissements en Afrique du Sud. Le Nigéria, par exemple, a déjà fait savoir qu'il avait établi une liste noire des compagnies étrangères ayant effectué des investissements en Afrique du Sud.

113. A la suite de la campagne menée pour appliquer un embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud, 91 % des livraisons en pétrole à Pretoria ont été supprimées conformément à la décision prise par le nouveau Gouvernement iranien d'interdire la vente de pétrole au régime raciste. L'effet qu'a eu la décision iranienne sur l'Afrique du Sud est ainsi décrit par Rotberg : « En 1979, la perte des livraisons de pétrole iranien a obligé les consommateurs, blancs notamment, à faire face à des inconvénients majeurs. Leur essence est devenue la plus chère du monde — 2,45 dollars le gal-

lon. Les vitesses limites ont été réduites et on ne peut pas acheter d'essence pendant les fins de semaine. » Le régime s'est empressé de promulguer des lois interdisant de publier toute information ayant trait aux réserves actuelles ou futures de pétrole.

114. Une étude réalisée en 1978, avant la chute du Chah d'Iran, par deux chercheurs britanniques, Martin Bailey et Bernard Rivers, concluait que l'Afrique du Sud était vulnérable à des sanctions imposées sur le pétrole et que de telles sanctions pouvaient être efficaces. D'après leurs estimations, les réserves de pétrole que l'Afrique du Sud avaient accumulées en 1978 ne pourraient durer que 30 mois et le fait de les entamer entraînerait un bouleversement économique profond bien avant qu'elles soient totalement épuisées. L'argument selon lequel des réserves de pétrole étaient prévues pour une période de cinq ans pouvait être considéré comme étant faux, puisque les calculs faits par ces deux chercheurs démontraient qu'il faudrait 620 millions de barils, qui coûteraient 9 milliards 900 millions de dollars aux prix de 1978, pour stocker une telle quantité de pétrole.

115. La crise du pétrole en Afrique du Sud ne touche pas uniquement les transports civils, les usines, les mines et les industries agricoles; elle affecte aussi gravement la mobilité des forces de sécurité — la police, l'armée, la marine et la navigation aérienne. Les millions de dollars investis pour l'exploration du pétrole sur terre et dans le fond des mers n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat. Bien que ce soit en Afrique du Sud que se trouvent les gisements de charbon les plus importants d'Afrique, les tentatives coûteuses faites depuis des décennies pour pourvoir aux besoins du pays en pétrole grâce à la conversion du charbon — avec l'aide énergique d'une société ayant son siège à Los Angeles, la Fluor Corporation — aboutiront seulement à fournir, d'ici à 1982, 13 % des besoins en pétrole du pays. Le magazine gouvernemental *To The Point* reconnaît ouvertement que l'Afrique du Sud devra avoir recours à des moyens détournés pour se procurer du pétrole.

116. Un séminaire international relatif à un embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud s'est tenu à Amsterdam du 14 au 16 mars de cette année et, lors de la trente-cinquième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Freetown du 18 au 28 juin 1980, une résolution demandant la stricte application de sanctions sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud a été adoptée [voir A/35/463, annexe I]. Un comité d'experts a été nommé pour étudier les moyens d'appliquer efficacement l'embargo sur le pétrole imposé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

117. De grandes discussions continuent d'avoir lieu dans les milieux dirigeants blancs où l'on cherche quels seraient les moyens les plus efficaces de contrer les pressions exercées contre ce régime et, en général, le vieil antagonisme qui dresse l'élite afrikaaner dirigeante — qui représente les travailleurs blancs et, d'une manière prédominante, la population rurale blanche — contre l'opposition anglophone — qui représente la classe capitaliste — a disparu. Aujourd'hui, les deux principales positions qui se font face sont les suivantes : d'une part, il y a ceux qui se rendent compte que, aussi longtemps

que les Noirs seront exclus de tous droits, les pressions contre le régime continueront d'être exercées; d'autre part, il y a ceux qui croient que l'on pourrait faire droit à certaines aspirations des Noirs, sans pour autant leur accorder le gouvernement par la majorité, car c'est essentiel pour assurer la domination des Blancs. Ceux qui font partie de la deuxième catégorie peuvent être appelés les *verkrampies*, c'est-à-dire ceux qui préconisent que la domination blanche doit se faire encore plus inflexible et qui défient toutes les pressions. Bien que les opinions diffèrent au sein de ces grandes catégories, ces divergences sont cependant marginales. Par exemple, Harry Oppenheimer, représentant du capitalisme de monopole, et Piet Koornhof, de l'aile « éclairée » du parti national au pouvoir, partagent le point de vue selon lequel des changements s'imposent pour éviter une révolution noire; mais ils ne sont pas d'accord quant à la nature de ces modifications et aux moyens de les réaliser. Cependant, il n'y a pas de désaccord entre eux en ce qui concerne l'objectif ultime, à savoir perpétuer la domination blanche sous une forme ou une autre.

118. Cette dichotomie entre *verligte* et *verkrampie* est manifeste dans la façon dont le régime réagit aux pressions exercées sur le plan interne pour amener des modifications. Cela s'est caractérisé par une tentative en vue de « moderniser la domination raciale », pour reprendre les termes d'un sociologue canadien, M. Heribert Adam, et par une intensification de la répression.

119. L'élection de P. W. Botha pour succéder à Vorster comme dirigeant du parti national au pouvoir et, partant, comme premier ministre a marqué le début d'une période de rhétorique à propos de changements; ainsi, par exemple, Botha a averti la population blanche qu'elle devrait « s'adapter ou disparaître ». Conformément à cette thèse, Botha s'est embarqué dans ce qu'on a appelé une stratégie totale pour assurer la continuation du gouvernement blanc. Il est prévu dans cette stratégie l'abolition de la discrimination raciale dans certains domaines, l'intégration des Noirs dans l'économie afin de faciliter la création d'une classe moyenne noire ayant de sérieux intérêts dans le capitalisme, donc dans la défense du *statu quo*, et la création de structures permettant de promouvoir la collaboration entre le gouvernement et les Noirs qu'il aura choisis. Dans un article paru dans la revue *Foreign Policy*, publiée au printemps de 1980, sous le titre « South Africa Under Botha: How Deep A Change », Rotberg a décrit tout cela en ces termes :

« Botha souhaite favoriser les chances des Noirs sur le plan économique, éliminant les barrières qui s'opposent à leur promotion dans l'industrie, démantelant les obstacles à l'accumulation de puissance commerciale noire dans les cités noires et limitant d'une manière générale les pratiques discriminatoires dans les milieux économiques. Le conseiller économique de Botha, Simon Brand, a déclaré récemment :

« Il faut permettre aux Noirs de participer pleinement au système de libre entreprise si l'on veut qu'ils l'acceptent, le défendent et le fassent leur. »

120. Tous les changements envisagés par le régime ont pour but de faire croire aux Noirs qu'ils disposent du pouvoir alors que le contrôle reste aux mains des Blancs.

On en trouve un exemple type dans les propositions constitutionnelles soumises par une commission nommée par le gouvernement et acceptées par le Parlement composé uniquement de Blancs. Ce qui était proposé, c'était l'abolition du Sénat composé uniquement de Blancs et son remplacement par un conseil du Président, purement nominal, comprenant 60 membres choisis parmi les Métis, les Asiatiques, les Chinois et les Blancs. Les pouvoirs du conseil du Président auraient un caractère purement consultatif; qui plus est, ses conseils ne devaient porter que sur les sujets pour lesquels le gouvernement le consulterait.

121. La création de ce conseil présidentiel a été refusée par les Noirs, y compris par les couches de la communauté noire qui avaient été invitées à y participer, à savoir les Métis et les Indiens, parce que la population autochtone en était exclue. En outre, les Noirs se sont rendu compte que l'objectif réel de la formation de cette structure nouvelle n'était pas d'établir une démocratie non raciale, mais bien d'étendre l'« hégémonie blanche », pour reprendre les termes employés par John F. Burns dans un article paru dans le *New York Times* du 15 juin 1980. Dans le *Christian Science Monitor* du 10 juin 1980, Humphrey Tyler, commentant le rejet du conseil présidentiel par les Noirs, a déclaré :

« Le gouvernement est visiblement préoccupé à l'idée qu'il pourrait créer un organisme consultatif et s'apercevoir qu'aucune personne d'importance n'est disposée à en faire partie, ce qui provoquerait un échec aussi désastreux que les tentatives faites antérieurement par le parti national pour satisfaire les aspirations des Noirs au moyen d'organes factices et dénués de tout pouvoir. »

122. Dans l'ensemble, le régime n'a pas réussi à s'assurer la coopération des Noirs pour les plans qu'il avait ourdis. Cela est dû non seulement à la radicalisation de la politique des Noirs au cours des 10 dernières années, au nom de laquelle les réformes actuelles sont repoussées avec l'argument « trop peu, trop tard », mais également au fait que les Noirs ont été témoins de l'effondrement, en moins de 10 ans, de l'empire portugais en Afrique et du régime minoritaire blanc à la frontière septentrionale de l'Afrique du Sud, ce qui a abouti à la naissance, en Afrique australe, de trois Etats gouvernés par la majorité noire, à savoir l'Angola, le Mozambique et le Zimbabwe. Là encore, je citerai ce qu'a écrit Rotberg dans *Foreign Policy* :

« ... la stratégie de Botha n'a que très peu de chances de succès. Elle pourrait apporter des avantages véritables aux Africains, mais c'est encore pour eux « trop peu, trop tard ». Ils ne se contentent plus d'une modernisation modeste de l'*apartheid* dans les domaines économique et social. Ils veulent des réformes fondamentales de la structure même de la société, et Botha n'est pas prêt à concéder des réformes de ce genre.

« Les Noirs qui se font entendre... veulent participer pleinement au processus de gouvernement. Ils veulent avoir leur mot à dire dans les questions touchant leur vie et le destin de leurs enfants. »

123. Tout en reconnaissant la nécessité d'apporter des changements pour « éviter une révolution noire »,

Botha s'est donné beaucoup de mal pour rassurer la population blanche, affirmant qu'il n'allait pas laisser le pouvoir échapper aux Blancs. Par voie de conséquence, sa rhétorique de conciliation a été assortie d'arrestations, de détentions et de la promulgation de lois répressives. Par exemple, lorsque le « Coloured » Labour Party a demandé l'égalité de droits de citoyenneté pour tous les Sud-Africains, il a répondu avec colère que le système « à chacun une voix » ne serait jamais adopté en Afrique du Sud. De même, sa réponse à la campagne menée pour la libération de Nelson Mandela, le chef de l'ANC qui purge une peine à vie à Robben Island, a été que Mandela ne serait jamais libéré.

124. La réaction initiale de Botha au boycottage des classes par les étudiants métis a été de reconnaître que leurs doléances étaient légitimes et qu'il s'engageait à les étudier en personne. Cela fut suivi par des arrestations massives d'activistes noirs; selon des sources sud-africaines, leur nombre serait, estime-t-on, de 2 000 environ.

125. Toutes les réunions ont été interdites en vertu du *Riotous Assemblies Act*; afin d'éviter toute commémoration du massacre de Soweto de 1976, l'interdiction a été étendue à toutes les réunions de plus de 10 personnes, y compris les services religieux et les cérémonies du souvenir.

126. L'interdiction des réunions par la police a suscité une attitude de défi chez les Noirs, pour lesquels le 16 juin est sacré. Dans la municipalité de Soweto, des jeunes Noirs ont manifesté et ont été dispersés avec violence par la police, qui a chargé à la crosse la foule des manifestants et a également lâché des chiens qui ont attaqué un grand nombre d'adolescents noirs. Les pires incidents de violence, cependant, ont eu lieu dans la partie occidentale de la province du Cap, dans les municipalités réservées aux Métis. Au cours d'une semaine de violence policière dans les cités de Elsies River, Tygerberg et d'autres situées dans les Cape Flats, une soixantaine de personnes ont été tuées par les tirs de la police. Une journaliste de 22 ans, Mlle Zubeida Jaffer, qui avait trop bien rendu compte de la violence aveugle de la police, a été arrêtée le 20 août et gardée au secret au titre de l'*Internal Security Act*. Elle a été transférée du Cap à Port Elizabeth, dans le Sanlam Building, qu'occupe la police de sécurité qui a assassiné Steve Biko, George Botha et d'autres dirigeants noirs. Commentant la violence dans les villes de la province du Cap, Eric Marsden a écrit dans le *Sunday Times* de Londres du 22 juin 1980 que « l'émeute de mardi dernier a montré combien profonde est la colère des Métis et combien proche de la violence même est maintenant cette communauté traditionnellement pacifique ».

127. En vertu de lois qui viennent d'être promulguées, il est illégal de publier le nom des personnes détenues, sauf si la police l'a autorisé. Le résultat de cette législation est que des personnes peuvent disparaître purement et simplement. Au cours des soulèvements qui ont eu lieu en juin de cette année dans la région occidentale du Cap, les journalistes se sont vu interdire l'accès aux régions où il y avait affrontement entre la police et les Noirs; la police n'a admis que les journalistes locaux qui

avaient été « accrédités » par le Département des relations publiques de la police.

128. L'idée de Botha d'une « constellation d'Etats en Afrique australe » était en partie une reconnaissance des changements géopolitiques qui ont eu lieu dans le sous-continent et aussi une réponse aux pressions en vue d'une modification engendrées par la libération de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe. Au titre de ce plan, Pretoria promettait assistance et coopération économique aux Etats africains indépendants qui accepteraient une telle alliance économique et militaire avec le régime raciste blanc et ses bantoustans.

129. Alors même qu'il offrait la coexistence pacifique et la coopération économique, Pretoria n'a pas hésité à commettre des agressions contre des Etats voisins et à menacer d'agir contre les pays africains qui donnent asile à des combattants de la liberté. Je n'en veux pour preuve que l'agression commise contre la Zambie et l'Angola, qui a entraîné pour ces pays des pertes en biens matériels de l'ordre de plusieurs millions de dollars et a, en même temps, causé la mort de centaines de civils; j'en veux pour preuve également l'intervention au Zimbabwe lors des élections au mois de février de cette année et la menace d'intervention militaire en cas de prétendu « chaos » — déclaration généralement interprétée comme signifiant que le régime interviendrait si le résultat des élections n'était pas favorable à Muzorewa.

130. En même temps, Pretoria a entraîné des forces pour déstabiliser les pays voisins de l'Afrique australe. En Angola, par exemple, les bandits traîtres du groupe de Savimbi, l'UNITA¹, ont reçu une aide financière et militaire de Pretoria pour pouvoir semer la terreur parmi le peuple angolais et lutter contre les combattants de la liberté de la SWAPO. Par ailleurs, des forces anti-mozambicaines sont également appuyées par l'Afrique du Sud. Selon le *Guardian* du 31 mai 1980 :

« L'Agence d'information du Mozambique a déclaré que l'Afrique du Sud assurait l'entraînement de forces opposées aux Gouvernements du Mozambique et du Zimbabwe dans le Transvaal, au sud de Beit Bridge. Avant le cessez-le-feu de janvier, la Rhodésie entraînait des Mozambicains opposés au gouvernement sur une base située près d'Um'ali et leur parachutait à l'intérieur du Mozambique des produits alimentaires et des munitions... Ce rôle est maintenant joué par l'Afrique du Sud.

« Des hélicoptères sud-africains ont été aperçus récemment au-dessus de la province de Manica, au Mozambique; on pense qu'ils transportaient des fournitures en deux escales... tout d'abord dans des bases situées au sud-est du Zimbabwe et ensuite au Mozambique. »

131. Depuis la chute du régime Smith-Muzorewa au Zimbabwe, Pretoria a donné asile aux tristement célèbres Selous Scouts et à presque 1 500 soldats de l'« armée privée » de Muzorewa. Il est évident que ces forces seront déployées par Pretoria pour déstabiliser la campagne contre le nouveau Gouvernement du Zimbabwe, dirigé par le camarade Robert Mugabe. Le but de cette déstabilisation est de rendre la tâche de recons-

truction plus difficile dans les pays qui viennent d'obtenir leur libération nationale après des années de lutte armée. Par ailleurs, il s'agit d'internationaliser le conflit en se gagnant l'appui des milieux réactionnaires occidentaux où les propagandistes qualifient les nouveaux Etats indépendants de « marxistes » ou de « prosoviétiques », et où, selon eux, il y aurait une résistance locale au « communisme ». Selon ces propagandistes, ces résistants mériteraient l'appui financier et matériel de l'Occident parce que l'emplacement stratégique de l'Afrique australe et ses ressources minérales en font une partie vitale des routes commerciales et de ce que l'on appelle la défense du « monde libre ».

132. Nous avons essayé de prouver dans notre intervention que la situation en Afrique du Sud s'est vraiment détériorée durant les 12 derniers mois. Le régime de Pretoria a intensifié sa répression brutale à l'égard de la majorité noire et s'est obstinément refusé à répondre aux exigences de la communauté internationale en ce qui concerne l'instauration d'une nouvelle politique dans le pays. Le régime a prouvé que, malgré ses déclarations quant à la nécessité d'une « réforme », il est bien résolu à continuer sa politique d'*apartheid*, bien que celle-ci ait été qualifiée de crime contre l'humanité. A l'heure actuelle, par exemple, le régime envisage d'octroyer l'« indépendance » au bantoustan du Ciskei, bien que la Commission chargée d'enquêter sur l'avenir du territoire — la Commission Quail, dont les membres comprennent sir Arthur Snelling, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Afrique du Sud, et M. Robert Rotberg, du Massachusetts Institute of Technology — ait constaté que 90 % des habitants du Ciskei s'étaient prononcés pour le système « à chacun une voix » à l'intérieur d'une Azanie unie. Si le Ciskei devient « indépendant », les 660 000 résidents de la région perdront théoriquement leur citoyenneté sud-africaine, de même que 1,4 million de personnes qui vivent ailleurs en Afrique du Sud.

133. La Commission Quail a démontré que la moitié des enfants du Ciskei âgés de deux et trois ans souffraient de malnutrition. Le docteur Trudi Thomas, qui a contribué à l'élaboration de cette étude, a décrit leur sort en ces termes : « La plupart des enfants étaient dans le triste état d'une plante qui se dessèche dans une terre aride. Un enfant sur 10 dans les villes et un sur 6 dans le pays souffraient du kwashiorkor et du marasme. »

134. La presse sud-africaine, au cours des récentes semaines, a souligné la sécheresse sévère qui a causé des souffrances au Ciskei et aux autres bantoustans. La sécheresse, qui s'étend de la partie orientale de la province du Cap au Natal, où il y a normalement de bonnes averses, a exacerbé la pauvreté rurale dans les bantoustans, mais n'a pas été à l'origine du problème. La destruction des récoltes de maïs, l'assèchement des approvisionnements traditionnels en eau et l'« importation » d'urgence de produits alimentaires et d'eau témoignent de la grave situation que connaissent les habitants des bantoustans.

135. La main-d'œuvre migrante, l'un des piliers de l'économie moderne, a eu un effet négatif sur l'agriculture dans les bantoustans, a privé ce domaine de travail-

¹ União Nacional para a Independência Total de Angola.

leurs qualifiés et a perturbé la vie en général. Le professeur Jill Natrass, de l'Université du Natal, a dit que la main-d'œuvre « a contribué au sous-développement des régions africaines ». L'ampleur de leur sous-développement peut être illustrée par quelques chiffres pertinents : le revenu de la population noire urbaine est quatre fois supérieur à celui de la population noire rurale; le revenu national par habitant dans les bantoustans est moins élevé que dans tous les pays africains indépendants — excepté 10 pays —, selon les données fournies par le Bureau de recherche économique situé à Pretoria, et le taux de mortalité infantile est de 240 ‰ dans le Transkei contre 69 pour la population noire urbaine et 12 pour la population blanche.

136. La pratique de l'*apartheid* s'est accompagnée de détentions, d'interdictions et de bannissements au titre des lois répressives du régime, qui ont été rationalisées pour assurer la « sécurité nationale ». Au cours des 12 derniers mois, comme nous l'avons dit, la résistance s'est accrue et les principaux adversaires du régime ont été frappés d'interdiction : par exemple, Helen Joseph, âgée de 75 ans, des dirigeants du Black Consciousness Movement comme Curtis Nkondo, ancien président de l'Azanian People's Organization, et Fanyana Mazibuko, du Council for Higher Education, ont été frappés d'interdiction également. Ceux qui s'opposent au racisme dans les sports, comme M. N. Pather, du South African Council on Sport non racial, ont été harcelés et intimidés; en fait, M. N. Pather a vu son passeport confisqué à la veille de son départ pour New York, où il devait consulter le Centre contre l'*apartheid*, des Nations Unies.

137. L'intransigeance du régime a provoqué la résistance noire, qui prend maintenant l'ampleur d'une guerre civile limitée, et se caractérise par des actions de masse de la population noire, d'une part — y compris des grèves de travailleurs et d'étudiants —, et par la lutte armée organisée et coordonnée par les mouvements de libération nationale, d'autre part.

138. Nous nous sommes efforcés de démontrer que le maintien de l'*apartheid* en Afrique du Sud constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, en raison des actes constants d'agression commis contre des Etats voisins par le régime de Pretoria. Cette agression revêt deux formes : l'agression militaire proprement dite, comme des attaques à la bombe contre l'Angola et la Zambie, dont l'intégrité territoriale a été constamment violée par les forces du régime d'*apartheid*, et l'entraînement de bandes de terroristes chargés de déstabiliser les territoires voisins de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe. Le Botswana, le Lesotho et le Swaziland ont également été soumis à des actes constants d'agression de la part du régime de Pretoria.

139. Il est universellement reconnu — et je tiens à le souligner — qu'il vaut mieux prévenir que guérir. A cet égard, le PAC tient à dire fermement que, tandis que la communauté internationale, depuis deux décennies, essaie d'éliminer l'*apartheid* et la philosophie du racisme universellement condamnée, le régime raciste d'Afrique du Sud, avec son allié sioniste dans la Palestine occupée, s'emploie systématiquement et méthodi-

quement à éliminer cette partie de la race humaine qu'il considère comme étant inférieure.

140. Tout le monde sait qu'à la fin de l'année dernière les racistes sud-africains ont fait exploser une bombe dans l'Atlantique Sud. Cette explosion a été photographiée par des satellites en orbite, et depuis lors on se demande s'il s'agissait ou non d'une explosion nucléaire. Le PAC a recueilli des renseignements sur cette question, et nous avons la preuve qu'il s'agissait de l'explosion d'une bombe à neutron et que cet essai dans l'Atlantique Sud a été effectué par les racistes d'Afrique du Sud et les sionistes.

141. Le PAC, tout en attirant l'attention de l'Assemblée sur ces faits, demande à la communauté internationale d'aider le peuple d'Azanie en lutte pour obtenir libération nationale et autodétermination, en imposant contre l'Afrique du Sud des sanctions économiques obligatoires, conformes au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies — et à ce propos, nous estimons qu'il est grand temps, après deux décennies, que l'Organisation mondiale se conforme à sa propre charte —, en retirant immédiatement tous les investissements étrangers consentis à l'Afrique du Sud et en interdisant les prêts bancaires au régime de Pretoria, en imposant un embargo total sur le pétrole — ce qui, comme il ressort de l'étude à laquelle a procédé le Centre contre l'*apartheid*, des Nations Unies, est réalisable et constituerait une mesure efficace —, en interdisant tous les vols à destination et en provenance de l'Afrique du Sud et les vols de la South African Airways en provenance et à destination des pays Membres de l'Organisation des Nations Unies, en arrêtant la collaboration dans le domaine nucléaire avec l'Afrique du Sud et en renforçant l'embargo sur les armes pour éviter que ne se reproduisent d'autres violations comme celles commises par certaines sociétés occidentales, en demandant la cessation des échanges culturels et sportifs avec le régime d'*apartheid* et en exigeant la libération de tous les prisonniers politiques détenus en Afrique du Sud et la suppression des restrictions dont font actuellement l'objet ceux qui sont frappés d'interdiction de séjour ou qui sont emprisonnés.

142. Ce sont là les exigences minimales que nous recommandons à l'Assemblée, mais nous insistons également sur le fait que nous avons toujours reconnu qu'il revenait aux peuples opprimés d'œuvrer pour leur libération. En fin de compte, ce sont les efforts faits par les opprimés eux-mêmes qui permettront de réaliser l'objectif de liberté que nous désirons et chérissons. C'est là une responsabilité que nous continuerons d'assumer. Mais comme l'ont montré les luttes menées par les peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, de l'Algérie, du Zimbabwe et d'autres peuples, il convient que la communauté internationale joue le rôle important de soutien qui lui revient à cet égard et c'est dans cet esprit que nous vous lançons cet appel.

143. M. NIKOULINE (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : La question de la discrimination raciale en Afrique du Sud est examinée par l'Assemblée générale depuis sa première

session. L'Organisation des Nations Unies a souvent condamné la politique d'*apartheid*, à laquelle se livrent les autorités sud-africaines, en tant que crime contre l'humanité, dont le caractère est incompatible avec les droits de l'homme, la dignité de l'être humain et les principes de la Charte des Nations Unies, et qui fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales.

144. Cependant, la situation en Afrique du Sud suscite aujourd'hui l'indignation et la préoccupation de la communauté mondiale tout entière. Le régime de Pretoria, qui a fait de l'*apartheid* une politique et une idéologie d'Etat, continue de fouler aux pieds les droits de l'homme fondamentaux de millions d'Africains qui constituent la population locale. Sharpeville et Soweto évoquent les règlements de comptes sanglants et les attaques racistes perpétrées par les racistes fascistes sud-africains contre la population autochtone du pays. Pour opprimer la population non blanche du pays, les autorités sud-africaines recourent à des méthodes typiquement fascistes. Des milliers d'adversaires de l'*apartheid* sont jetés dans des prisons sans être jugés; des manifestations pacifiques essuient des coups de feu et les patriotes et dirigeants du mouvement anti-*apartheid* sont menacés de prison et de la peine capitale.

145. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont maintes fois exigé qu'il soit mis fin à la politique criminelle d'*apartheid*. En dépit de ces appels, le régime de Pretoria continue de suivre le même chemin en intensifiant sa politique et en adoptant des mesures encore plus draconiennes contre la population africaine autochtone du pays, et elle poursuit sa politique de bantoustanisation qui a été condamnée et rejetée par les Nations Unies.

146. La proclamation des prétendus bantoustans ne vise qu'à saper l'unité du peuple africain, à le priver de sa terre, de ses propriétés, à légaliser la création de territoires sans en avoir le droit, territoires qui dépendent des autorités sud-africaines, et à s'opposer au mouvement de libération nationale. D'autre part, la bantoustanisation crée une main-d'œuvre à bon marché qui permet d'assurer l'exploitation de la population autochtone d'Afrique du Sud et des superprofits aux monopoles occidentaux capitalistes.

147. Les Nations Unies ont condamné la création de bantoustans au Transkei, au Bophuthatswana et au Venda, ont déclaré que cette mesure était illégale et ont demandé à tous les gouvernements de s'y opposer et d'adopter des mesures efficaces pour empêcher les personnes, les sociétés et les institutions relevant de leur juridiction d'avoir des relations avec ces bantoustans. Nous sommes heureux de constater qu'en dehors de l'Afrique du Sud aucun Etat n'a reconnu ces entités fantômes.

148. Comme d'autres orateurs l'ont déjà fait remarquer, le régime de Pretoria se livre également à une politique d'*apartheid* en Namibie, pays qu'il occupe illégalement. Nonobstant les exigences du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale pour mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie, le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud intensifie ses actes de répression per-

pétrés contre les Namibiens et, en particulier, contre les membres de la SWAPO. L'Afrique du Sud intensifie sa présence militaire dans le pays, en utilisant le Territoire de la Namibie comme une scène à partir de laquelle il lance des actes d'agression contre les Etats voisins souverains. Tout en faisant des déclarations hypocrites, à savoir qu'il serait prêt à rechercher un règlement politique au problème namibien, le régime raciste de Pretoria s'efforce en fait de consolider dans ce territoire un régime néo-colonialiste fantôme.

149. Il ne fait aucun doute que l'Afrique du Sud n'aurait pas été en mesure de poursuivre sa politique criminelle d'*apartheid*, d'occuper illégalement la Namibie, de se livrer à des actes d'agression contre des Etats africains souverains et d'ignorer les décisions des Nations Unies et les exigences de la communauté mondiale si elle ne jouissait pas de l'appui complet et continu et de l'aide des pays occidentaux, les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN]. Le maintien d'un foyer de colonialisme et de racisme en Afrique australe répond aux intérêts égoïstes, politiques, stratégiques et économiques à long terme de certaines puissances impérialistes, qui considèrent que l'Afrique du Sud est un bastion du racisme, une base permettant de résister à l'indépendance de l'Afrique et une tête de pont militaire dans l'Atlantique sud et l'océan Indien.

150. L'existence même du régime d'*apartheid* serait impossible sans l'appui de l'Occident. C'est précisément grâce à l'appui et à l'assistance que lui fournissent certains pays occidentaux que le potentiel nucléaire du régime d'*apartheid* ne cesse de croître. Grâce à la coopération des pays de l'OTAN avec le régime de Pretoria, l'Afrique du Sud développe un potentiel nucléaire qui fait peser des menaces réelles non seulement sur les pays africains, mais aussi sur la paix et la sécurité internationales.

151. Nous n'entrerons pas dans les détails de la coopération complète et toujours croissante qui existe entre les principales puissances occidentales et leurs monopoles et les racistes de l'Afrique du Sud. Je me limiterai à dire que les investissements étrangers en Afrique du Sud s'élevaient à la fin de 1978 à 27 milliards de dollars et que les échanges commerciaux de l'Afrique du Sud dépassent à l'heure actuelle, 13,5 milliards de dollars. Il est typique que les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud soient précisément les pays occidentaux qui parlent à l'Organisation des Nations Unies de la nécessité de poursuivre le prétendu dialogue avec les racistes sud-africains mais qui, en réalité, ne font que le jeu des dirigeants de l'Afrique du Sud.

152. Les banques occidentales assurent le financement du régime raciste d'Afrique du Sud. Le fait de pouvoir disposer de crédits internationaux et de devises étrangères est un élément décisif de la viabilité des programmes militaires et autres du Gouvernement sud-africain. Pendant la seule période de 1972 à 1978, les banques étrangères ont consenti à l'Afrique du Sud 158 prêts pour un montant total de 5,5 milliards de dollars. Il ne fait aucun doute que ces investissements occidentaux généreux permettent au régime raciste de Pretoria de disposer d'un budget militaire qui, comme en témoignent les

documents de l'ONU, a plus que triplé entre 1973 et 1978 et qui, à l'heure actuelle, représente le cinquième des dépenses budgétaires de ce pays.

153. Les sociétés étrangères occupent une position maîtresse dans le système bancaire de l'Afrique du Sud. Comme l'indique le rapport spécial du Comité spécial contre l'*apartheid* : « En 1978, les banques étrangères contrôlaient plus de 50 % de tous les avoirs du secteur bancaire privé tout entier, leur contrôle étant spécialement important sur les banques d'affaires » [voir A/35/22/Add.1, par. 157]. A cet égard, on peut relever les activités de banques bien connues telles que la Barclays et la Standard; on peut dire, en passant, que ces deux banques ont également des succursales dans les bantoustans, ce qui est une violation des décisions des Nations Unies relatives aux bantoustans. Il convient de souligner que les intérêts des milieux bancaires sont étroitement liés aux intérêts de leurs clients, à savoir les sociétés, les gouvernements et les personnes physiques.

154. Les sociétés transnationales des pays occidentaux n'ont rien à envier aux banques. Elles jouent un rôle essentiel en Afrique du Sud dans des domaines industriels tels que l'électronique, le raffinage du pétrole, les productions automobile et nucléaire. Tout le pétrole indispensable à l'Afrique du Sud est fourni régulièrement par des sociétés transnationales occidentales telles que Shell, British Petroleum, Caltex, Mobil et Total. Les liens entre les intérêts des milieux sud-africains et des milieux impérialistes occidentaux et de leurs monopoles en Afrique du Sud sont permanents et très solides. C'est précisément par la défense de ces intérêts que s'expliquent l'assistance et l'appui complets qu'apportent les Etats occidentaux au régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. A l'ONU, les représentants de ces Etats font obstacle à l'adoption de mesures efficaces contre le régime d'*apartheid*, méconnaissant de façon flagrante les décisions des Nations Unies et les exigences de la communauté internationale. La totale collaboration dans divers domaines des Etats occidentaux avec le régime raciste d'Afrique du Sud renforce le régime d'*apartheid* et lui donne la possibilité de continuer son oppression raciale et coloniale des peuples namibien et sud-africain et de se livrer à des actes d'agression contre les Etats souverains voisins.

155. La politique inhumaine et honteuse d'*apartheid* doit prendre fin. L'occupation illégale de la Namibie par les racistes sud-africains devrait cesser immédiatement et sans conditions et les autorités de ce pays devraient transmettre le pouvoir au peuple namibien par l'intermédiaire de son seul et unique représentant, la SWAPO. Les agressions des racistes de Pretoria contre les Etats africains souverains devraient prendre fin une bonne fois pour toutes. Les peuples namibien et sud-africain doivent être libérés du joug colonial raciste.

156. La délégation de la RSS de Biélorussie estime que, pour résoudre le problème posé par la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, il faut s'en tenir aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et à celles de l'OUA, ainsi qu'aux propositions du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il est indispensable que tous les Etats respectent scrupuleusement les sanctions déjà imposées par le Conseil de sécurité contre les racistes d'Afrique du Sud. Il est indispensable, en outre, que le Conseil de sécurité adopte une résolution sur des sanctions complètes et obligatoires contre ce pays, aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

157. De l'avis de la délégation de la RSS de Biélorussie, le vingtième anniversaire de l'historique Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514(XV)], adoptée à l'initiative de l'Union soviétique, doit être célébré par de nouveaux efforts déployés par l'ONU pour éliminer définitivement les séquelles du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* sur le continent africain.

158. En conclusion, la délégation de la RSS de Biélorussie manifeste une fois encore sa solidarité avec la lutte héroïque des peuples sud-africain et namibien contre l'hégémonie coloniale raciste du régime sud-africain et exprime sa profonde conviction que la juste cause qu'est la libération de la Namibie sera sanctionnée par la victoire et que sera mis fin à la manifestation la plus honteuse de notre époque, l'*apartheid* en Afrique du Sud.

La séance est levée à 13 h 5.